

LA TENDANCE

Magazine d'informations de **UMOA-Titres**

www.latendance.umoatitres.org



ÉDITION 2023
#010

Octobre 2023

10 ANS

UMOA-TITRES AU SERVICE DU FINANCEMENT DES HUIT ÉTATS MEMBRES DE LA ZONE UEMOA

POINT DE VUE

Interview avec Khady DIOUF,
DG de EVEREST FINANCE

AVIS D'EXPERT

Entretien avec M. HOUNYOVI,
DG de la société United Capital
For AFRICA (UCA)

DOSSIER SPÉCIAL 10 ANS

Retour chronologique sur les
réalisations de UMOA-Titres

ÉDITORIAL

Page 4

POINT DE VUE

Khady DIOUF
Directrice Générale d'EVEREST
FINANCE

Page 6

AVIS D'EXPERT

Entretien avec
Fabien Cohovi HOUNYOVI

Page 9

ECHOS DU MTP

Page 13

DOSSIER SPÉCIAL 10 ANS DE UT

Page 69

L'ALPHABET DU FINANCIER

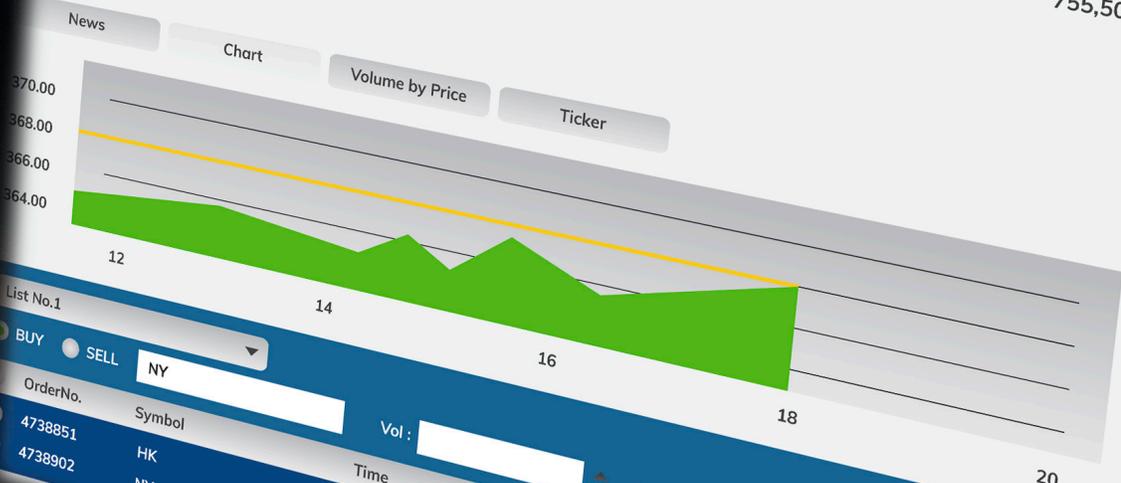
Page 76

ACTUALITÉS DU MTP

Page 78



67,400	2.00	3.86	1,923,000	1,020.32	318,920,000	CNRC	S	1,
		2.05	115,000	30.50	3,624,300	CNRC	S	3,5
			10,800	9.90	755,500	TZA	B	2
						TLA005	B	1
						TLA008	B	1
						TLAX	B	1
						SA5009710	S	17,00
						SA5009730	S	1,20
						SA5009750	S	1,70
						NATU	B	2,50
						ECK	S	600
						CAVA	B	35,000
						IGTECH	S	2,000
						S10UH0	B	3,200
						S10UH0	B	300
						S10UH0	B	300
						S10UH0A	S	2,000
						S10UH0A	S	2,000



List No.1	BUY	SELL	NY	Vol :	Price :	Limit	Pin :	Credit :			
OrderNo.	Symbol	Time	Side	Price	Volume	Matched	Balance	Cancelled	Status	Queuing	Queuing
4738851	HK	10:15:28	S	160.50	15.00	0	15.00	0	0	0	0
4738902	NY	10:16:09	S	270.00	5.00	0	5.00	0	0	0	0

SUBMIT

ÉDITORIAL

UMOA-Titres : Bilan d'une décennie au service des Etats membres de l'UMOA en matière de mobilisation de ressources financières

Depuis sa création, UMOA-Titres s'est engagée de manière constante à accompagner les huit États membres de l'Union à se financer sur les marchés de capitaux à des coûts maîtrisés. Pour marquer les dix années d'existence de cette institution, ce numéro dresse un bilan de ses réalisations et de son impact sur le développement du Marché régional des Titres Publics.

UMOA-Titres a été créée en 2013, dans un contexte d'évolution croissante des besoins de financement des Etats membres de l'Union à de meilleures conditions, notamment dans le cadre de la mise en œuvre de leurs programmes de développement économique. La mise en place de cette institution communautaire fut marquante pour ce marché, en ce sens où elle vise à impulser un fonctionnement optimal du Marché régional des Titres Publics à travers la modernisation des pratiques et sa dynamisation. Au fil des années, UMOA-Titres a atteint cet objectif de manière exemplaire. Ceci à travers la conduite de plusieurs initiatives de réformes prioritaires durant ses premières années d'existence notamment la standardisation des instruments financiers ; la mise en place d'un calendrier des émissions de titres publics ; l'adoption de règles de bonnes pratiques en matière d'émissions de titres publics ainsi que la gestion active de la dette et de la trésorerie.

Cette institution a joué un rôle majeur en matière d'innovation au niveau régional. Elle a permis de créer une synergie autour d'un ensemble de pays souverains et d'unir leurs capacités dans le but de développer un Marché des Titres Publics (MTP). En effet, la création de UMOA-Titres a permis une meilleure coordination des actions visant la dynamisation de ce marché.

En dix ans, les opérations de levée de fonds ont connu une évolution significative en termes de structuration, de coordination et d'intégration des règles de bonnes pratiques de marché. Les montants mobilisés par les huit États membres de la zone UEMOA sur le MTP ont doublé de 2014 à 2022, pour atteindre 5 255 milliards de F CFA en 2022. Pour ce qui est de l'encours de la dette des États, il a triplé pour atteindre 12 248 milliards de F CFA en 2022.

Par ailleurs, UMOA-Titres a contribué à améliorer la gestion de la dette publique des États membres de la zone UEMOA, en relevant plusieurs défis tels que la création de modèles pour les courbes de taux ; la mise en place de conventions du marché secondaire et de cotations des titres publics ; la mise à disposition d'informations aux acteurs comme outils d'aide à la décision ; la mise en place d'un cadre pour la transparence du marché et la réduction de l'asymétrie d'informations ; la notation financière régionale en monnaie locale ; le renforcement des capacités et compétences des

agents des Trésors Nationaux et des acteurs du marché ; les innovations de produits adaptés au contexte de marché.

Au regard de ces réalisations positives, UMOA-Titres entend œuvrer à satisfaire les besoins des États sur le MTP. L'Institution va poursuivre les efforts de structuration et de développement du marché avec un accent particulier sur les actions visant l'élargissement et la diversification de la base des investisseurs.

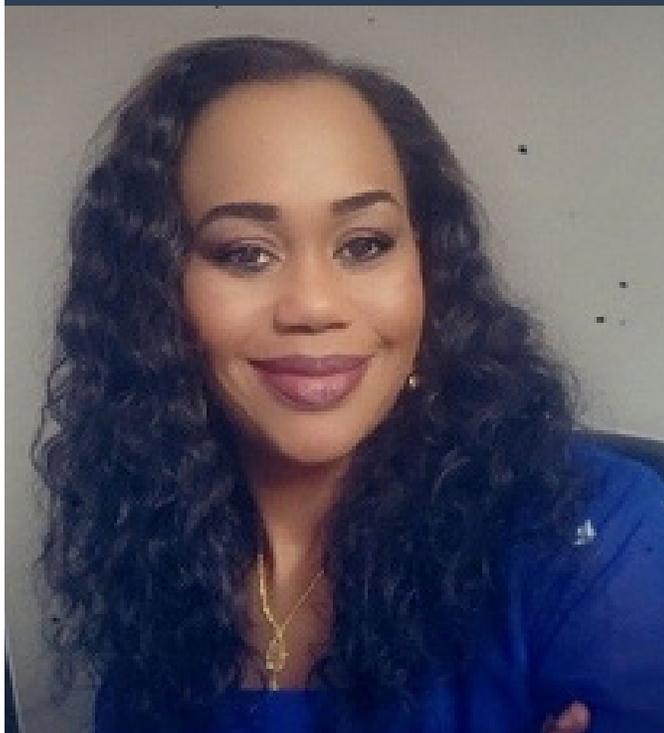
En conclusion, UMOA-Titres a su positionner le Marché régional des Titres Publics comme source de financement incontournable des émetteurs souverains de l'UEMOA au cours de ses dix premières années d'existence.

Son rôle dans la réduction du coût de la dette des Etats de l'Union et l'amélioration de la gestion de cette dette ne peut qu'être salué. Toutefois, des défis majeurs restent à relever au cours des prochaines années à venir et UMOA-Titres compte maintenir son engagement à accompagner les États dans leurs opérations de mobilisation de ressources sur les marchés locaux et internationaux tout en assurant la promotion et le développement du MTP.

Oulimata NDIAYE DIASSE

Directeur
UMOA-Titres

POINT DE VUE



Khady DIOUF

Directrice Générale
d'EVEREST FINANCE

“ UMOA-Titres a contribué à redessiner le paysage du Marché des Titres Publics dans l'UEMOA ”

Dans cette interview, la Directrice Générale d'Everest Finance, Khady Diouf, analyse les 10 ans d'intervention de UMOA-Titres. Selon elle, l'institution a contribué à redessiner le paysage du Marché des Titres Publics dans l'UEMOA. À l'en croire, avec l'avènement de UMOA-Titres, le volume annuel des émissions de titres publics en faveur des États est passé de 1 631,7 milliards à 2272 milliards de FCFA, soit un taux de croissance annuel de plus de 39%.

UMOA-Titres célèbre ses dix ans. Comment appréciez-vous cette décennie d'interventions au service des États et du développement du marché ?

Créée le 15 mars 2013, l'Agence UMOA-Titres (AUT) a contribué à redessiner le paysage du Marché des Titres Publics dans

l'UEMOA. En effet, il est important de rappeler qu'entre 1998 et 2012 le marché financier

régional a contribué au financement des économies de l'UEMOA à hauteur de 3 026 milliards soit une moyenne de 216 milliards par année. Dès le début des activités de l'Agence UMOA-Titres, marqué d'une part par la publication régulière d'un calendrier prévisionnel des émissions de titres publics et d'autre part, par la flexibilité et la rapidité de mobilisation des ressources au profit des États membres de l'Union, le volume annuel des émissions de titres publics en faveur des États est passé de 1 631.7 milliards à 2272 milliards de FCFA, soit un taux de croissance annuel de plus de 39%. De 2013 à 2022, les mobilisations de ressources par les États membres de l'UEMOA ont atteint environ 44 008 milliards

sur la décennie, pour une moyenne autour de 4 000 milliards par année sur le marché par adjudication. De plus, l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché secondaire qui au départ était de 103 milliards est passée à 1 078 en 2019, puis à 2 868 milliards en 2022. Cet accroissement des mobilisations traduit le rôle majeur qu'occupe désormais l'institution dans la sous-région. En effet, le durcissement des conditions de mobilisation de ressources sur le marché international ainsi que le risque de taux de change ont contribué à renforcer l'importance de UMOA-Titres. A ce titre, la mise en place d'instruments de relance (ODR) dans le cadre des plans de relance économique post-Covid-19 des États de l'Union, traduit le rôle majeur du Marché des Titres Publics sur cette période. Ces initiatives ont permis de contenir les incidences négatives de la crise sanitaire mondiale Covid-19 sur les performances économiques des États membres de l'Union.

L'innovation était au rendez-vous avec notamment la plateforme Sagetil. Quel a été son apport pour votre SGI ?

La mise à disposition du logiciel SAGETIL (Système Automatisé de la Gestion des Titres et de la Liquidité) a été un tournant tant pour les banques que pour les SGI. La plateforme a permis de dynamiser le marché à travers un accroissement significatif du volume des transactions du compartiment secondaire des titres publics d'une part et rendu plus fluide la liquidité des titres d'autre part. Toutefois, l'outil devra poursuivre sa mutation technologique afin d'améliorer en continu les performances et d'être en phase avec son environnement.

La dynamisation du marché secondaire est l'un des chantiers majeurs du Marché des Titres Publics. Comment relever ce défi ? Et que peut être la contribution des SGI ?

Les défis à relever sont de plusieurs ordres. Dans ce contexte de marché sous régional, la solidité et la stabilité économique constituent des conditions essentielles au développement du Marché des Titres Publics. Un contexte macroéconomique stable cristallise la confiance des investisseurs, garantissant à ces derniers la préservation de la valeur de leurs titres de créance. Au niveau de l'Etat central, la gestion efficace et transparente des finances publiques favorise la confiance des investisseurs. Du côté des investisseurs, l'élargissement de la base de ces derniers est un enjeu crucial puisqu'il permettra d'éviter une concentration des instruments entre les mains de quelques intervenants et à l'inverse réduire le risque d'exposition de ces mêmes investisseurs sur un instrument donné.

Sous l'angle de la réglementation, les réformes doivent épouser les formes de notre environnement macroéconomique et infrastructurel. Cet état d'esprit du régulateur devra permettre la réduction des lenteurs dans l'exécution des transactions et d'éviter le renchérissement des coûts de transactions.

Sous l'angle de la technologie, l'amélioration continue de la plateforme de négociation et de transaction rend dynamique et fiable la cotation des titres. Cette plateforme par sa transparence permettra l'amélioration de la liquidité des titres, la réduction des écarts de taux, et la fiabilité des données pour un usage facile aux acteurs que nous sommes.

Le marché a traversé des moments compliqués notamment la Covid-19 qui a poussé UMOA-Titres à innover à travers les BSR et les ODR. Maintenant comment rendre le marché plus résilient face aux probables futurs chocs ?

La résilience du marché face aux probables futurs chocs nécessite l'adoption de mesures réglementaires, opérationnelles et structurelles à savoir :

- Élargir la gamme de produits financiers disponibles sur le marché pour réduire le risque de dépendance à quelques types d'instruments.
- Améliorer les mécanismes de surveillance du marché et la régulation afin de détecter plus rapidement les signaux d'instabilité.
- Sensibiliser les acteurs du marché sur les meilleures pratiques en matière de gestion des risques et de résilience, par l'organisation des formations régulières pour les différents acteurs du marché afin de renforcer leurs compétences en matière de prévention et gestion des risques.
- Mettre en place un fond de couverture des risques du Marché des Titres Publics.

Sur quels chantiers prioritaires UMOA-Titres devrait travailler sur les 5 prochaines années ?

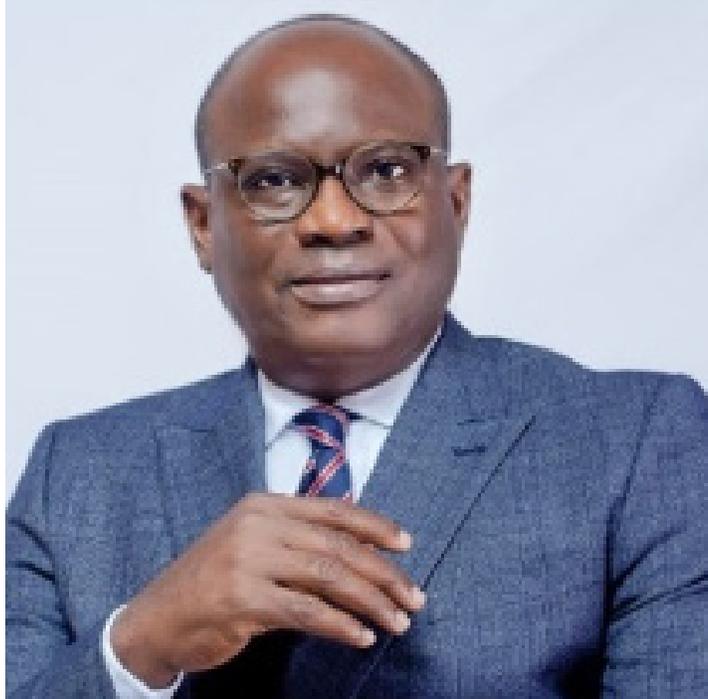
Le Marché des Titres Publics, malgré les grands défis relevés sur la décennie qui prend fin, devra travailler sur les cinq (5) prochaines années à :

- La mise en place d'un indice obligataire régional.
- L'opérationnalisation de la cotation des titres.
- L'élargissement de la communication du marché à plus d'acteurs autres que les traditionnels.
- La spécialisation des acteurs du marché.
- La recherche, l'innovation et la diversification des produits proposés.

Comment Everest Finance compte accompagner UMOA-Titres dans ce sens ?

Everest Finance, étant un acteur majeur du Marché des Titres Publics depuis sa création, a contribué à travers plusieurs opérations d'envergure. Ces opérations ont été enregistrées tant pour le pays d'implantation qui est le Sénégal, que pour les autres pays membres de l'UMOA. Engagée, elle continuera d'apporter son expertise et son savoir-faire pour accroître la mobilisation des ressources auprès de ses clients, partenaires, investisseurs de la zone et en dehors pour les diverses opérations.

AVIS D'EXPERT



Entretien avec Fabien Cohovi HOUNYOVI

Administrateur Directeur Général de la SGI UCA

“ Mettre le MTP aux normes internationales pour favoriser son accès à tout type d'investisseur ”

Fabien Cohovi HOUNYOVI, Co-fondateur et Administrateur Directeur Général de la SGI UCA BENIN est l'invité de la rubrique Avis d'Expert. Cadre de Banque et diplômé de l'Institut de Commerce et de Gestion de Paris, en Marché Boursier et Trading, Fabien Cohovi HOUNYOVI a su au bout de 2 exercices comptables ramener la SGI à l'équilibre financier et bénéficiaire par la suite. Fabien HOUNYOVI a capitalisé plusieurs années d'expériences dans plusieurs groupes bancaires alliant poste de responsabilité de back office (moyens généraux, gestion de risques de crédit et de marché) à des postes de front office et de gestion d'agences bancaires. Il a développé des compétences certaines et est doté d'un dynamisme qui lui confèrent la qualité de trader spécialiste des marchés boursier, financier et monétaire à travers les actifs tels que : les actions, les titres souverains, le Forex, les Futures, les matières premières, les Titres de Créances Négociables (TCN) de l'UMOA et CFDs (Contracts For Difference).

Comment appréciez-vous l'évolution du Marché des Titres Publics depuis sa création?

Avant tout propos, permettez-moi de saluer et remercier tous les acteurs à divers niveaux, qui ont travaillé d'arrache-pied et ce, depuis des années pour que ce marché devienne effectif dans la version que nous lui connaissons actuellement. La mise en place du Marché des Titres Publics est une très belle initiative de nos gouvernements. Une initiative qui est venue à point nommé, pour permettre aux États-émetteurs de notre sous-région de créer les conditions favorables à la mobilisation des ressources internes saines, et par la même occasion, de permettre aux investisseurs particuliers et institutionnels, d'apporter leurs contributions à la réalisation des différents projets de développement de nos nations. Jusqu'au début des années 2000, les besoins de financement des États membres de l'UEMOA étaient principalement couverts par le recours aux ressources

extérieures et les concours monétaires directs de la BCEAO. Face aux ambitions de développement des États membres de l'Union et aux exigences relatives aux respects des critères de convergence économique, il était impérieux de réfléchir à la mise en place d'un nouveau mode de financement. Celui-ci permettrait, à terme la mobilisation des ressources internes en complément des sources de financement préexistantes, de moderniser la gestion de la dette publique, d'offrir aux épargnants et aux investisseurs institutionnels de l'Union, des supports de placement diversifiés, tout en permettant à la politique monétaire de disposer de la flexibilité nécessaire, pour une plus grande efficacité dans l'utilisation des instruments de régulation. Autrefois placée sous la gestion directe de la BCEAO, la mise en place du Marché des Titres Publics a été un élément catalyseur dans la mobilisation des ressources internes au sein de l'espace UEMOA. En effet, de 2001 à 2013, le montant total mobilisé par le biais des émissions par adjudication est passé de 55 milliards de FCFA à 2.272 milliards de FCFA. Il faut dire que ce marché s'est davantage modernisé avec la création de UMOA-Titres en 2013 et sa visibilité a été améliorée avec notamment la mise en place des Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP) dès 2019. Entre 2013 et fin 2022, le montant total mobilisé par le biais des émissions sur ce marché est passé de 2.272 milliards de FCFA à 5.255 milliards de FCFA après avoir atteint 3.420 milliards de FCFA en 2019. Soit une progression de près de 131%. Le Marché des Titres Publics se présente aujourd'hui comme le moyen privilégié pour la couverture des besoins de financement des États de l'union et une solution alternative de premier plan face aux conditions de plus en plus exigeantes que subissent nos gouvernements à travers des émissions d'eurobonds sur les marchés internationaux.

Comment appréciez-vous le rôle des SGI sur ce marché ?

L'évolution du rôle des SGI sur le Marché des Titres Publics est beaucoup appréciée par les acteurs. Outre les premiers acteurs du Marché des Titres Publics que sont les institutions bancaires et établissements financiers à caractère bancaire, les Sociétés de Gestion et d'Intermédiation en tant que second groupe d'acteurs de ce marché ont à charge la gestion des actifs financiers pour compte de tiers (particuliers comme entreprises). Elles sont devenues avec le temps, des acteurs majeurs et principaux animateurs des marchés financier et monétaire de l'UMOA. Notre rôle aujourd'hui au sein du Marché des Titres Publics consiste à accompagner les Trésors publics nationaux, dans la mobilisation de ressources internes saines à travers l'élargissement de la base des investisseurs (Personnes physiques, ménages ou société). L'intermédiation de proximité des SGI à l'endroit du public investisseurs s'est avéré être un élément déterminant dans le processus de démocratisation des titres publics au sein de l'espace UEMOA. Nous profitons de l'occasion pour exhorter nos confrères des autres SGI à mettre en place les diligences nécessaires en vue de l'acquisition de la plateforme SAGETIL qui est un outil essentiel dans la perspective d'une vulgarisation des titres publics.

En tant que SGI, quelles sont vos attentes vis-à-vis de UMOA-Titres ?

Au titre des attentes que nous avons vis-à-vis de UMOA-Titres en tant qu'acteur du MTP, nous souhaitons voir UMOA-Titres mettre le Marché des Titres Publics de l'UMOA aux normes internationales pour favoriser son accès à tout type d'investisseur ; assurer la visibilité du MTP par la diffusion des informations du marché sur les plateformes internationales d'informations financières telles que Bloomberg, Reuters ; assurer aux différents acteurs du marché l'accès en temps réel aux informations nécessaires à la prise de décision ; inciter les États-émetteurs à

procéder systématiquement à la mise à jour des indicateurs macroéconomiques et budgétaires susceptibles d'impacter en temps réel la tendance du marché ; renforcer la coordination des interventions des États à l'échelle régionale ; renforcer l'expertise et la diffusion de la culture financière nécessaires au développement du Marché des Titres Publics ; favoriser la création d'un marché secondaire en vue de dynamiser les échanges entre les acteurs et assurer la liquidité des titres publics.

Comment l'évolution de l'environnement économique mondial et au niveau de la sous-région impacte-t-il aujourd'hui votre activité en matière de financement souverain ?

Les effets combinés de la crise russo-ukrainienne, du déficit céréalier de la campagne 2021/2022 et de la persistance de la crise sécuritaire se sont traduits par une hausse des prix des produits alimentaires et de l'énergie sur les marchés mondiaux. Le taux d'inflation annuel moyen est ressorti à 7,4% en 2022 contre 3,6% en 2021 (source BCEAO). Cette situation a profondément agi sur le comportement des investisseurs et sur les décisions d'orientation des ressources des investisseurs. Ce qui a eu un impact négatif sur notre activité en matière de financement souverain. Nous espérons que les politiques monétaires de la banque centrale et les actions conjuguées de nos gouvernements porteront assez rapidement les fruits escomptés en vue d'une reprise économique rapide.

Qu'est ce qui, selon vous, peut expliquer la baisse du taux de participation des investisseurs ?

L'environnement économique mondial et sous-régional, comme nous avons décrit précédemment, a un impact négatif sur les ressources des investisseurs qui sont plus prudents. C'est aussi l'insuffisance de com-

munication bien orientée pour capter les investisseurs potentiels. A cela nous pourrions ajouter l'absence de synergie entre les acteurs (Banques, Assureurs, SGI et SGO) pour une meilleure distribution des produits. Enfin de compte, c'est une situation qui relance inévitablement la question relative à la diversification de la base des investisseurs sur notre marché. Les titres publics émis sur le MTP sont détenus à plus de 94% par les banques commerciales de notre espace UMOA. Cette baisse des taux de participations pourrait s'expliquer en grande partie par la pression subie par les banques commerciales dans la gestion de leurs liquidités, du fait de la réduction du montant des refinancements hebdomadaires et de la hausse des taux directeurs par la banque centrale.

Quelles actions entreprenez-vous pour accompagner la diversification de la base des investisseurs au niveau du marché régional ?

La SGI UCA dans son programme annuel a mis en place certaines actions pour accompagner la diversification de sa base d'investisseurs à travers : l'ouverture de compte-titres par le plus grand nombre de personnes avec des propositions de produits financiers, procurant de meilleurs rendements avec la confiance d'une garantie certaine des comptes et des avoirs, quels que soient les risques. Cette opération est dénommée : « A chacun son compte titres » ; l'organisation des formations sur la culture financière à l'endroit des étudiants des universités publique et privée de Cotonou ; le UCA INVESTMENT HOUR : un creuset d'échange avec les PME/PMI sur les opportunités des marchés financier et monétaire ; l'organisation des campagnes de sensibilisation à l'endroit du grand public ; l'organisation des séances de COACHING-FORMATION pour les responsables de startups ; l'intensification des communications via les réseaux sociaux ; une interconnexion entre la SGI UCA et ses clients par le biais des émetteurs de monnaie électro-

nique (EME) est en cours de mise en œuvre. Elle consistera à la mise en place d'un système de dépôt-retrait de fonds via les EME comme levier pour drainer l'épargne vers les produits financiers tout en respectant les dispositions prévues par la réglementation.

Comment faire, selon vous, pour augmenter le taux de mobilisation de l'épargne dans l'espace ?

Lors des dernières Rencontres du Marché des Titres Publics (REMTP), plusieurs pistes de réflexions ont été développées et qui restent toujours d'actualité. Ainsi, une augmentation du taux de mobilisation de l'épargne dans notre espace est possible avec les actions ci-après : amener les États-émetteurs à privilégier la mobilisation des ressources sur les marchés locaux, tout en prenant les mesures idoines en vue d'impliquer tous les acteurs de l'écosystème ; favoriser le développement de nouveaux cadres institutionnels de collecte d'épargne, par exemple motiver toutes les SGI à s'abonner à l'accès direct aux adjudications par SAGETIL en vue de permettre aux autres métiers des finances (assureurs, SGO) de pouvoir souscrire plus rapidement aux titres publics par des ordres directs adressés à leurs SGI partenaires ; inciter les États-émetteurs à mettre en place les conditions favorables à la création de produits d'épargne innovant sur supports spécifiques tels que les livrets A ; les Plans Épargne Logement, les Livrets Jeunes ; comme nous l'avons dit plus haut dans le programme de la SGI, qui peut être élargi vers tous les autres acteurs c'est d'envisager des pistes de collaboration entre les fintechs, les émetteurs de monnaies électroniques (EME) et les acteurs traditionnels (Banques, SGI, SGO, Compagnie d'Assurance) en vue de drainer plus d'épargne ; Déceler les pistes d'innovation pour l'offre des produits financiers actuels

pour une vulgarisation des produits auprès du plus grand nombre d'investisseurs employés et employeurs des entreprises (grande, petite et individuelle).

Quel MTP vous entrevoyez pour les 5 voire 10 prochaines années ?

En tant qu'acteur du MTP, nous aspirons à : un marché profond et liquide accessible à tous ; un marché qui a l'adhésion d'autres investisseurs institutionnels autres que les banques ; un marché dont les conditions d'accès des investisseurs internationaux sont plus allégées ; par exemple les conditions de rapatriement des fonds investis sur les titres publics par les investisseurs internationaux ; l'organisation d'un marché secondaire liquide ; la création de nouveaux produits tels que : les obligations à taux variable, les obligations à zéro-coupon, les obligations à taux révisable, et les produits dérivés (FUTURES, SWAPS ET OPTIONS) sur taux.

Quelles sont vos impressions sur les 4 dernières éditions des REMTP que UMOA-Titres a organisées ?

Nous gardons une bonne impression des éditions passées. En effet, les REMTP ont donné plus de visibilité aux divers acteurs du marché. Ces rencontres ont permis d'identifier de nouvelles pistes de réflexions pour faciliter l'accès au marché au plus grand nombre de concitoyens de notre sous-région. Elles ont permis entre autres de créer un partenariat gagnant-gagnant avec les autres marchés de l'Afrique et d'en tirer des pistes de coopération entre le MTP et le marché financier de l'UMOA au profit des investisseurs.

ECHOS DU MTP

BÉNIN



Charles Isaac FIBERESIMA
Directeur Général de BSIC-BENIN

“ Nous sommes optimistes quant aux perspectives d'évolution de ce marché.”

Charles Isaac FIBERESIMA, Directeur Général de la Banque Sahelo-Saharienne pour l'investissement et le commerce (BSIC) du Bénin est l'invité de la rubrique Echos du Marché des Titres Publics. Précédemment, Directeur Général adjoint de BSIC Côte d'Ivoire, Charles Fiberesima est nommé à la tête de la BSIC-BENIN depuis juillet 2022. Le nouveau Directeur Général de la BSIC-BENIN compte 25 années d'expérience dans le secteur bancaire avec une carrière commencée en 1998 à Ecobank Côte d'Ivoire, passant par Versus Bank puis BSIC où il officie depuis plus d'une dizaine d'années. Charles Isaac Fiberesima est un diplômé de l'École supérieure de gestion (ESG) de Paris et nourrit beaucoup d'ambitions pour la filiale BSIC-BENIN.

Est-ce que vous souscrivez régulièrement aux émissions sur le MTP ?

Oui, nous souscrivons régulièrement aux émissions sur le Marché des Titres Publics. Nous considérons cela comme un élément essentiel de notre stratégie d'investissement en raison de la stabilité et de la fiabilité que ces titres offrent. La BSIC BENIN SA, est un investisseur du Marché des Titres Publics de la zone UEMOA en souscrivant aux différentes émissions des titres par adjudication et par syndication.

Quels sont les produits que votre banque apprécie le plus sur le MTP ?

Nous apprécions tous les produits financiers en raison de leur potentiel de rendement à plus long terme. Cependant, notre banque apprécie particulièrement les produits du marché monétaire. Ces produits offrent et assurent une combinaison intéressante de liquidité et de rendement pour nous et minimisent les risques. Elles offrent également une grande flexibilité en termes de durée et sont souvent considérées comme des placements sûrs.

Comment appréciez-vous la résilience du MTP par rapport aux différents chocs exogènes ?

Le Marché des Titres Publics a montré une forte résilience face aux divers chocs exogènes. La nature des titres publics, étant soutenue par les gouvernements, la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et UMOA-Titres leur confèrent une certaine sécurité même en temps de volatilité économique. Cela dit, nous surveillons constamment le marché et ajustons notre stratégie en conséquence pour atténuer les risques et exploiter les opportunités.

Est-ce que la hausse des taux directeurs de la BCEAO est favorable aux investisseurs ?

Non, cette hausse des taux directeurs n'est pas favorable pour les anciens investisseurs qui détiennent des anciens titres à taux bas car elle a baissé la marge d'intérêt de leurs portefeuilles titres. Par contre, pour les nouveaux investisseurs, la hausse des taux directeurs est favorable car elle a entraîné une augmentation des rendements des titres publics, elle se traduit généralement par des rendements plus élevés sur les nouveaux investissements. Cependant, cela peut également augmenter le coût de financement pour les emprunteurs et potentiellement réduire la demande pour les nouveaux titres.

En tant qu'acteur du MTP, quelles sont selon vous les perspectives d'évolution de ce Marché ?

Nous sommes optimistes quant aux perspectives d'évolution de ce marché. Les économies de la région continuent de se développer et de se stabiliser. Nous assistons à une croissance stable de ce marché. De plus, la demande pour les titres publics devrait rester soutenue en raison de la recherche de rendements attractifs et des exigences de diversification des investissements.

Quelle est aujourd'hui la place de la BSIC dans l'espace bancaire local et régional ?

Aujourd'hui dans l'espace bancaire local, la BSIC-BENIN occupe la 10ème place avec de bonnes perspectives de gagner deux places au classement de l'Association des Professionnels des Banques et Établissements Financiers

(APBEF) pour la fin du premier semestre 2023. Quant au Groupe BSIC, il est aujourd'hui classé parmi les Groupes Bancaires d'Importance systémique selon le classement de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Le Bénin consolide sa présence sur le marché de la dette

Trois émissions simultanées de Bons Assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) ont marqué la présence du Bénin sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA au premier trimestre 2023. Des émissions simultanées qui ont permis au Bénin de mobiliser la somme totale de 123 Milliards FCFA environ pour financer son développement.

La première émission simultanée a eu lieu le 12 janvier 2023. Il s'est agi de Bons Assimilables du Trésor (BAT) de maturité 364 jours et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de 3 ans pour un montant total de 25 milliards F CFA sollicité. L'opération s'est soldée par un résultat de 27,50 milliards FCFA retenus, pour des taux moyens pondérés de 3,51% et 5,41% ; des taux marginaux de 3,60% et 5,50% .

Le 26 janvier 2023, le Bénin est revenu sur le marché pour lever environ 40,02 milliards F CFA à travers une émission simultanée de Bons Assimilables du Trésor (BAT) de maturité 364 jours, et d'Obligations Assimilables du

Trésor (OAT) de maturités 3 ans et 5 ans. Le résultat de cette émission se présente comme suit : des taux moyens pondérés respectifs de 3,92%, 6,06% et 6,01% ; et des taux marginaux de 4,13%, 6,32% et 6,25%.

Et enfin pour le compte du premier trimestre 2023, c'est l'opération du 09 Février 2023 qui a mis fin aux interventions du Bénin sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA. Une opération simultanée composée de Bons Assimilable du Trésor (BAT) et de deux Obligations Assimilables du Trésor (OAT). Les BAT ont donné un résultat négatif pour un montant sollicité de 15 milliards FCFA. La maturité est de 364jours.

Les premières OAT de maturité de 3 ans, ont produit le résultat de 4 milliards comme soumission retenue pour un rendement moyen pondéré de 5,80% et les secondes OAT se sont soldées par un résultat de 11,20 milliards de FCFA, pour un rendement moyen pondéré de 5,68% et une maturité de 5 ans.

Performances du Bénin aux deuxième et troisième trimestres 2023

Comme au premier trimestre, les différentes opérations du Bénin sur le Marché des Titres Publics (MTP) aux deuxième et troisième trimestres sont des émissions simultanées. Une présence remarquable sur le MTP qui a permis au Trésor Public béninois de lever plusieurs milliards de FCFA pour faire face aux dépenses régaliennes et autres.

Des Bons Assimilables du Trésor (BAT) de 28,500 milliards FCFA, c'est la première opération de la période. Pour un montant sollicité de 35 milliards, il en est ressorti un taux moyen pondéré de 6,35 %, un taux marginal de 6,5% et un rendement moyen pondéré de 6,57%. Des Obligations Assimilables du Trésor (OAT) ont été émises le même jour. Pour un montant sollicité de 35 milliards, l'opération s'est soldée par un résultat de 10 milliards, avec un rendement moyen pondéré de 5,97%. Une autre

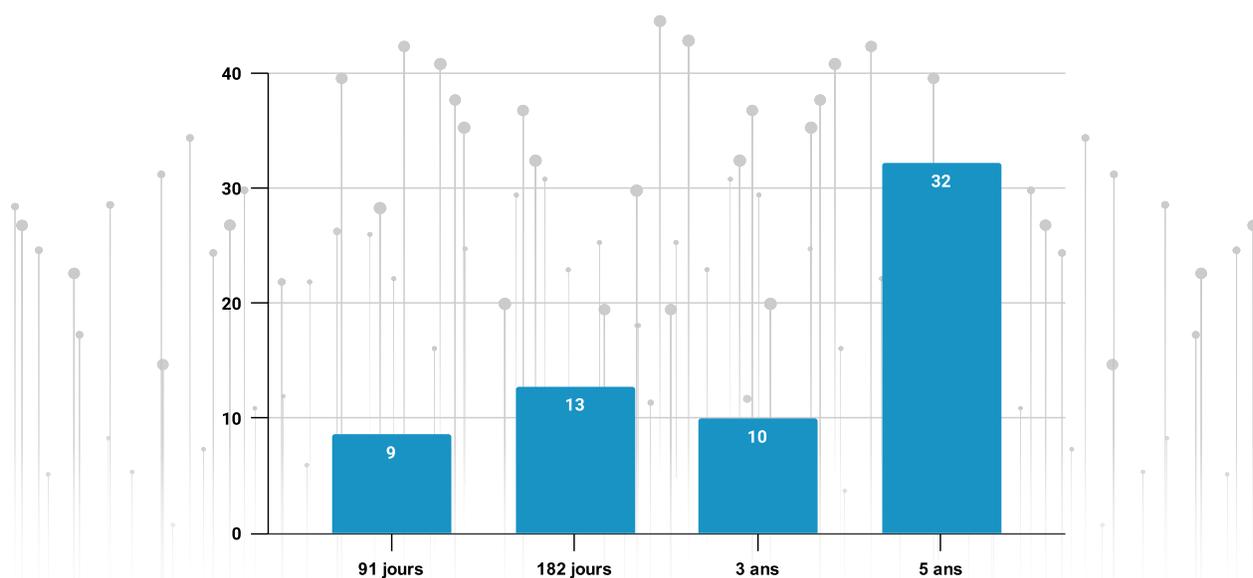
émission de BAT et d'OAT a été constatée vers la fin du premier semestre. Pour un montant sollicité de 80 milliards, l'opération a donné un résultat de 74 milliards pour la première OAT avec 6,6% pour le rendement moyen pondéré. 14 milliards de FCFA, c'est le résultat de la seconde OAT pour un rendement moyen pondéré de 6,07%.

Plusieurs opérations simultanées ont marqué le troisième trimestre 2023. Il s'agit notamment de l'opération simultanée de Bons Assimilables du Trésor et d'Obligations Assimilables du Trésor. Pour un montant sollicité de 30 milliards, l'opération s'est soldée par un résultat de 23,62 milliards avec des rendements moyens pondérés de 7,9%, 7,11% et 6,66%.

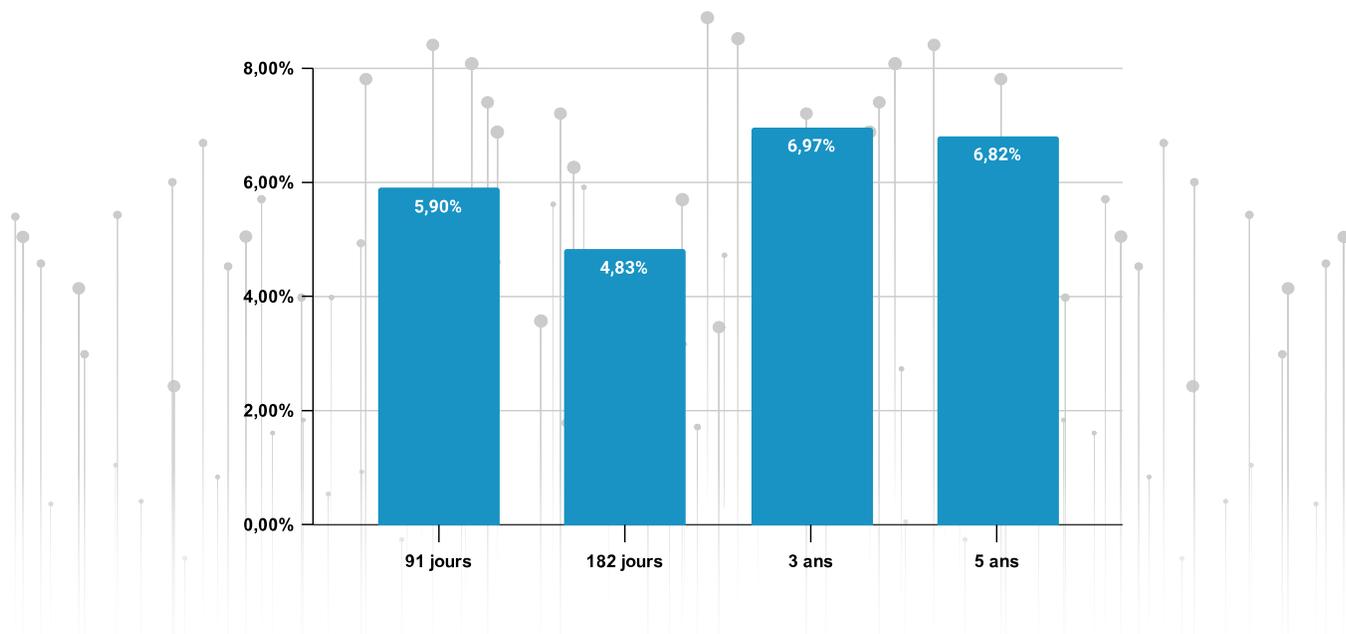
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
12/01/2023	364 jours	12,50	8,07	4,50	3,60%	3,51%
12/01/2023	3 ans	12,50	59,65	23,00	5,50%	5,41%
26/01/2023	364 jours	13,33	16,02	11,60	4,13%	3,92%
26/01/2023	3 ans	13,33	43,20	14,90	6,32%	6,06%
26/01/2023	5 ans	13,33	13,52	13,52	6,25%	6,01%
09/02/2023	364 jours	5,00	7,00	0,00	0,00%	0,00%
09/02/2023	3 ans	5,00	28,51	4,00	6,02%	5,80%
09/02/2023	5 ans	5,00	18,70	11,20	5,77%	5,68%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



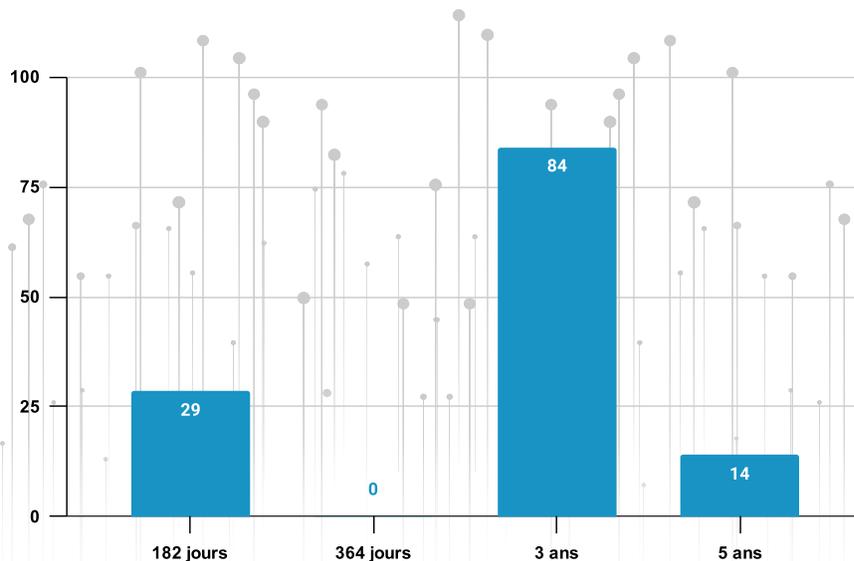
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



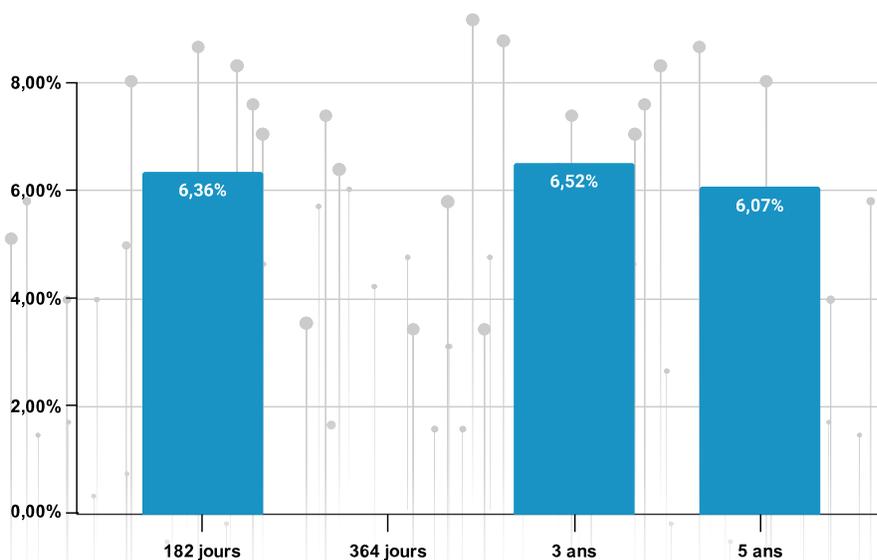
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
04/05/2023	182 jours	11,67	33,90	28,50	6,50%	6,36%
04/05/2023	364 jours	11,67	4,10	0,00	0,00%	0,00%
04/05/2023	3 ans	11,67	12,42	10,00	6,06%	5,97%
27/06/2023	364 jours	26,67	33,70	0,00	0,00%	0,00%
27/06/2023	3 ans	26,67	172,72	74,00	6,81%	6,60%
27/06/2023	5 ans	26,67	22,02	14,00	6,23%	6,07%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



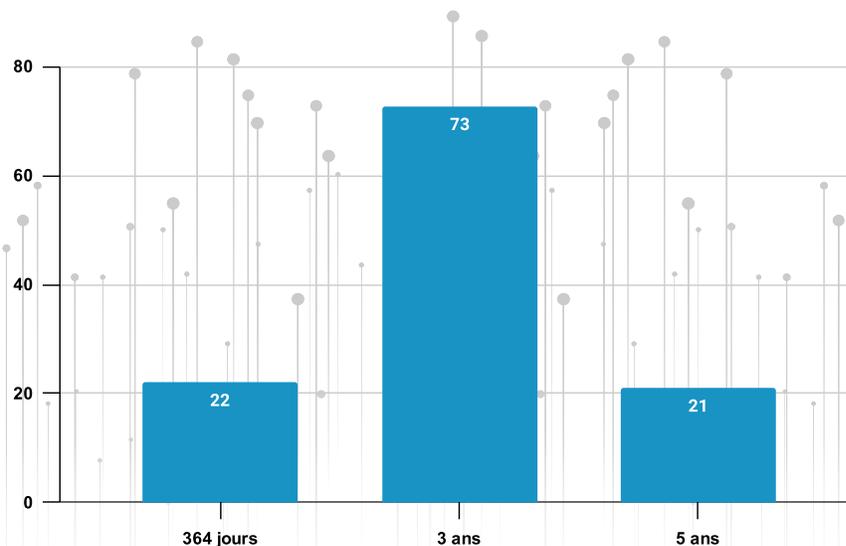
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



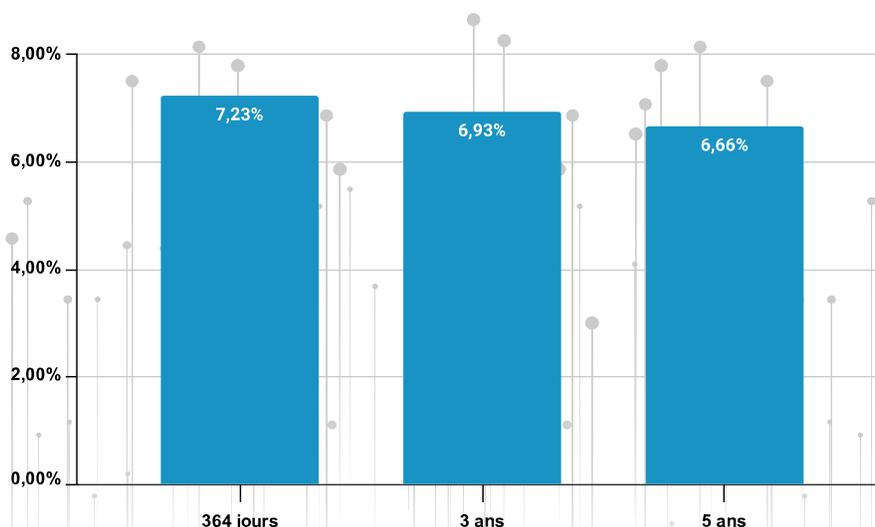
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
21/09/2023	364 jours	10,00	21,06	21,06	8,00%	7,31%
21/09/2023	3 ans	10,00	1,00	1,00	7,11%	7,11%
21/09/2023	5 ans	10,00	9,07	9,07	7,27%	6,66%
25/09/2023	364 jours	26,67	58,37	1,07	6,35%	5,53%
25/09/2023	3 ans	26,67	135,34	71,75	7,22%	6,93%
25/09/2023	5 ans	26,67	12,03	12,03	6,97%	6,66%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023





Malick AMADOU

Directeur Général Adjoint de l'Africaine de Gestion d'Actifs SA

« Le marché secondaire à l'heure actuelle n'est pas facile d'accès »

Malick AMADOU, Directeur Général Adjoint de l'Africaine de Gestion d'Actifs SA apprécie l'évolution du Marché des Titres Publics ces 10 dernières années. Diplômé d'un master en finance à Pigier/Bénin en 2018 et d'une certification CFA Institute Level 1, Malick AMADOU est un professionnel de la finance ayant pour vision de faire de la finance un outil de développement au service de toute la population. Avec plus de dix ans d'expérience sur les marchés financiers, il a débuté sa carrière dans la microfinance avant de passer au marché financier en tant que chargé de compte à la SGI Africabourse SA. Rapidement, il est promu analyste financier puis gérant de fonds. En 2020, il rejoint la SOAGA, filiale de la BOAD, où il obtient en deux années consécutives, les meilleures performances du marché pour sa catégorie de fonds.

Quelles appréciations globales faites-vous d'UMOA-Titres au bout de 10 ans d'existence?

En dix ans d'existence, l'Agence UMOA-Titres devenue UMOA-Titres, a révolutionné le Marché des Titres Publics. Il y a dix ans, le secteur n'était réservé qu'aux spécialistes, notamment les trésoriers de banques. Les statistiques relatives au Marché des Titres Publics, notamment les annonces d'adjudication, les comptes rendus et surtout l'historique des émissions passées n'étaient pas faciles à obtenir.

Aujourd'hui, UMOA-Titres a apporté une organisation transparente au secteur, le rendant plus fiable et plus accessible. De plus, les prix auxquels sont bouclés les émissions reflètent parfaitement la tendance du moment. UMOA-Titres a su insuffler plus de pragmatisme aux acteurs et cela se reflète tant dans le volume des émissions que dans les taux.

Aujourd'hui, quels sont les défis à relever pour un Marché des Titres Publics plus dynamique ?

UMOA-Titres a déjà beaucoup impacté le Marché des Titres Publics. Néanmoins, il reste quelques axes d'amélioration. Pour un Marché des Titres Publics plus dynamique, il faudrait organiser le marché secondaire qui, à l'heure actuelle, n'est pas facile d'accès. Il faudrait un logiciel de trading plus simple avec des simulateurs intégrés pour le calcul des marges et des taux mais aussi un accès facile aux historiques de transaction sur les titres qui intéressent le trader. Une cotation plus dynamique permettrait d'améliorer la liquidité des titres ; d'améliorer la courbe des taux. Les courbes actuelles et existantes, sont peu utilisées par les acteurs. Une meilleure vulgarisation serait utile ; publier à temps les notes de pré-émission afin de faciliter la prise de décision. Les notes publiées au dernier moment ne sont pas souvent exploitées à leur juste valeur.

Quelles sont selon vous les perspectives du MTP ?

Le Marché des Titres publics de l'UEMOA est appelé à grandir et se perfectionner. Il joue déjà un rôle central dans le financement des États en leur permettant de lever beaucoup de ressources quel que soit le contexte.

Toutefois, il arrive des moments où la mobilisation de l'épargne intérieure devient de plus en plus difficile. Certains États lèvent plus de

fonds que d'autres, et dans le même temps, tous les États membres de l'Union ont des besoins de plus en plus élevés. Il est donc nécessaire de passer à une mobilisation plus efficace de l'épargne domestique afin de mieux financer nos États. Cela se fera par une utilisation de plus en plus accrue de l'ingénierie financière. Les instruments financiers disponibles deviendront de plus en plus sophistiqués avec le temps.

ECHOS DU MTP

A light blue silhouette map of Burkina Faso is positioned on the left side of the page, partially overlapping the main text area. The map shows the country's irregular borders and is set against a dark blue background.

BURKINA FASO

“ Les performances du Burkina Faso sur le MTP aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 ”

Burkina Faso : le pays signe son retour sur le marché en levant 16,85 milliards FCFA

Absent du marché sur le quatrième trimestre de 2022, le Burkina Faso a fait son retour sur le Marché des Titres Publics (MTP) en 2023. Au premier trimestre, le Trésor du Burkina Faso n'est intervenu que trois fois sur le MTP. Sur un montant total annoncé de 90 milliards FCFA, le Trésor burkinabè a réussi à mobiliser 63,51 milliards FCFA. Une performance relative car les investisseurs ne se sont pas trop bousculés sur les offres du Burkina Faso. Le montant total soumis par les investisseurs a été de 76,85 milliards FCFA soit un taux de couverture de 85,38%

Sur ces trois émissions, celle du 15 mars 2023 a été la moins réussie. Les investisseurs n'ont pas été enthousiastes. Ainsi, sur les 30 milliards FCFA recherchés au départ, le pays a pu engranger 10,760 millions FCFA, soit un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions de 35,87%.

Les deux autres émissions ont été relativement bien couvertes, notamment la première qui a eu lieu en février. Sur les 30 milliards FCFA recherchés, le trésor a pu mobiliser 29,92 milliards FCFA avec un taux de couverture du montant mis en adjudication par les soumissions retenues, de 99,77%.

Les Obligations Assimilables du Trésor (OAT) représentent plus de la moitié des montants mobilisés avec 42 milliards FCFA. Les maturités à 5 ans représentent 32 milliards FCFA contre 10 milliards pour les maturités à 3 ans.

Pour le premier trimestre 2023, 22 milliards FCFA ont été mobilisés sur les maturités courtes (182 jours et 91 jours). Le Trésor Burkinabè a fait clairement le choix des maturités longues avec des taux de rendement moyen plus élevés. En effet, le taux moyen de rendement des maturités à 3 ans est de 6,97% tandis que celui des maturités à 5 ans est 6,82%.

Cependant, on constate que le taux de rendement moyen de maturités courtes de 91 jours n'est pas loin de la barre de 6% à 5,90% contre seulement 4,83% pour les maturités à 182 jours.



Aboubacar NACANABO

Ministre des Finances du Burkina Faso

Son pays signe son retour sur le marché après une absence au quatrième trimestre de 2022.

Une bonne couverture de la demande, mais des taux en hausse au 2^e et 3^e trimestre 2023

327 milliards de FCFA. C'est le montant total mobilisé par le Trésor burkinabè au cours du second trimestre 2023. Celui-ci avait annoncé 310 milliards de FCFA à travers quatre émissions réparties sur des maturités allant de 364 jours, 3 ans 5 ans et 7 ans. C'est une performance qui est largement au-delà des réalisations du premier trimestre tant en montant mobilisé qu'en niveau de réalisation. Au premier trimestre, le Trésor burkinabè avait mobilisé 63,51 milliards FCFA seulement sur un montant total annoncé de 90 milliards FCFA, en deçà de ses objectifs.

Les investisseurs sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA ont marqué un regain d'intérêt pour la signature du Burkina avec une offre de soumissions de 421 milliards FCFA, couvrant largement le montant annoncé.

Ces performances du Burkina sont tirées par les maturités dites longues qui représentent plus de la moitié des réalisations avec un montant total de 196 milliards FCFA. Les taux de rendement moyen, sont en hausse par rapport au premier trimestre. Les taux de maturité 3 ans sont passés à 7,58% contre 6,97% au premier trimestre tandis que ceux de maturité 5 ans sont passés de 6,82% au premier trimestre à 7,30%.

Les maturités courtes (182 jours et 364 jours) représentent le montant de 129 milliards de FRANC CFA sur les 327 milliards mobilisés. Mais ici également, le taux de rendement moyen est respectivement de 6,88% et de 7,36%.

Globalement, les investisseurs ont fait confiance au Burkina tout en haussant les taux.

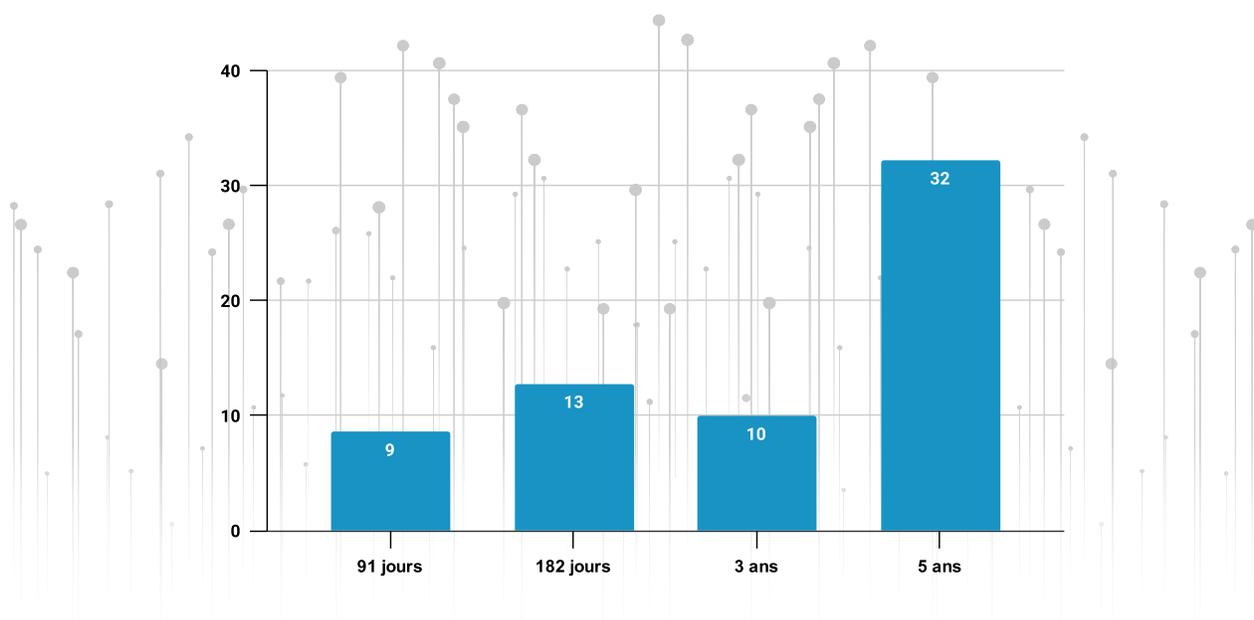
« 190 milliards mobilisés au 3^{ème} trimestre »

Au cours du 3^{ème} trimestre, 190 milliards FCFA ont été mobilisés par le Trésor public sur un objectif annoncé de 190 milliards FCFA. Le marché, tout comme au second trimestre, a répondu présent, avec une soumission totale de 199 milliards F CFA. Cependant, on constate que les taux maintiennent leur trend haussier. Les taux de rendement moyen des maturités proposées, sont au-delà de 7%. Ils sont compris entre 7,39% et 7,75%. Les taux moyen de rendement les plus élevés concernent les ténors de 3 ans du 19 juillet 2023 à 7,75%, du 16 août à 7,58% et du 25 août à 7,73%. L'appétence du Trésor burkinabè pour les maturités plus longues reste constante. Pour ce 3^e trimestre, elles représentent deux tiers du montant mobilisé soit 128 milliards sur 190 milliards de F CFA.

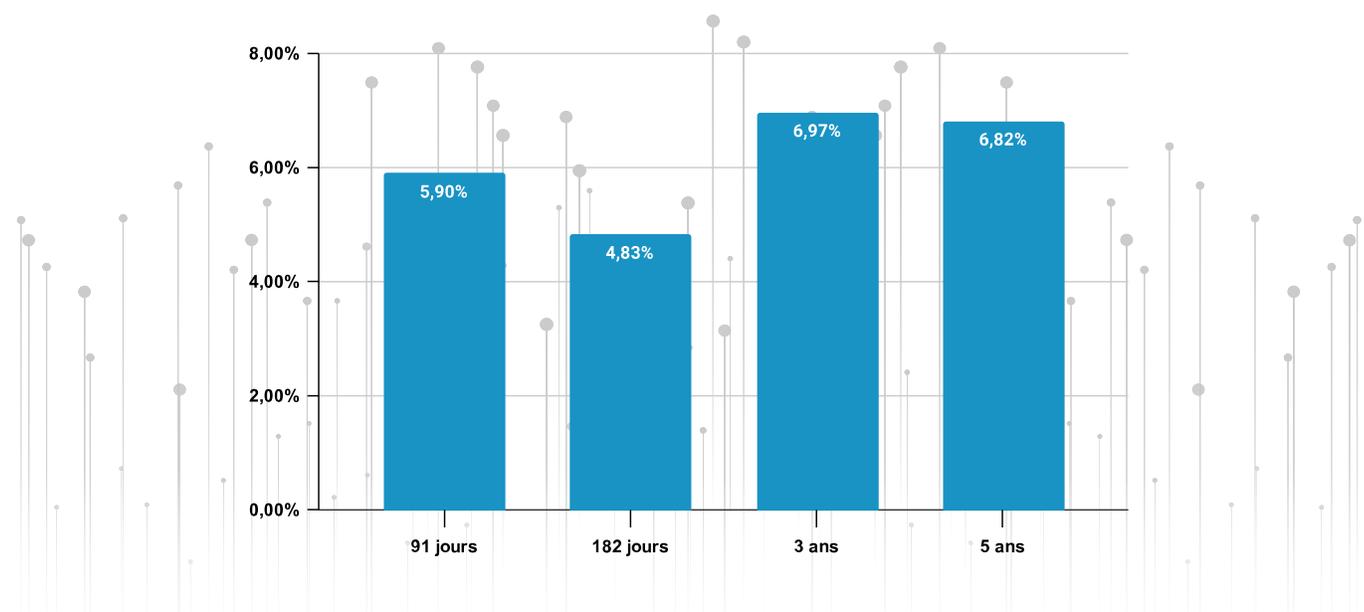
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
15/02/2023	182 jours	15,00	12,26	8,20	4,80%	4,54%
15/02/2023	5 ans	15,00	25,23	21,73	7,17%	6,85%
15/03/2023	182 jours	15,00	4,56	4,56	5,89%	5,13%
15/03/2023	3 ans	15,00	6,20	6,20	7,23%	6,76%
29/03/2023	91 jours	10,00	13,58	8,58	6,25%	5,90%
29/03/2023	3 ans	10,00	4,55	3,77	7,43%	7,19%
29/03/2023	5 ans	10,00	10,47	10,47	7,19%	6,79%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



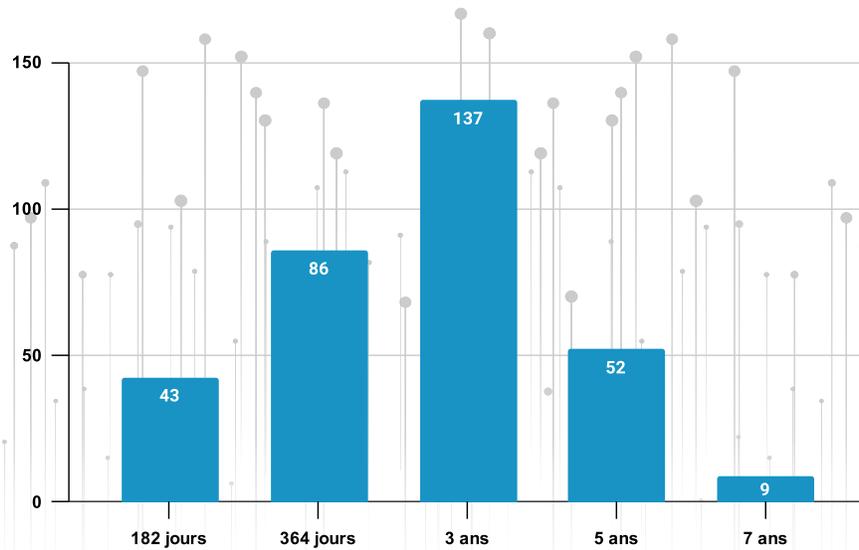
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



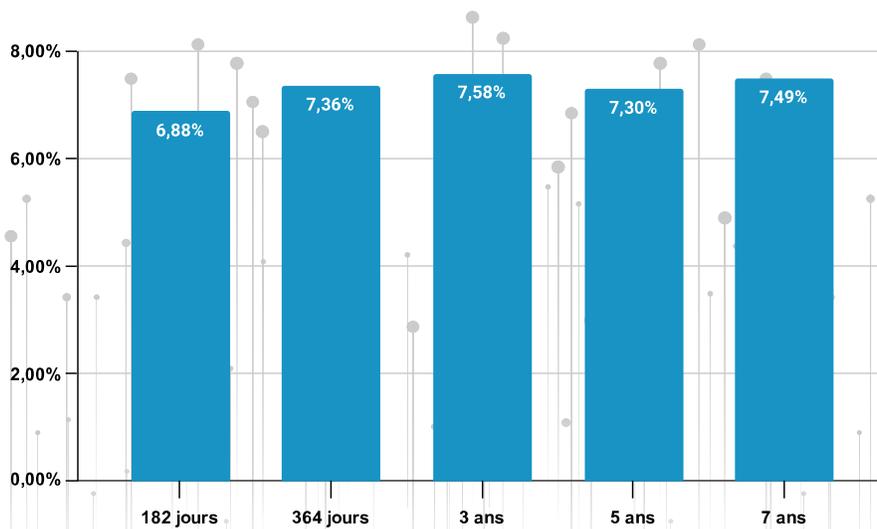
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
12/04/2023	182 jours	10,00	19,30	9,30	7,00%	6,14%
12/04/2023	3 ans	10,00	12,12	6,75	7,46%	7,16%
12/04/2023	5 ans	10,00	16,95	16,95	7,42%	6,66%
26/04/2023	182 jours	10,00	18,24	18,24	7,40%	7,01%
26/04/2023	3 ans	10,00	6,55	6,55	8,69%	7,33%
26/04/2023	5 ans	10,00	7,40	7,40	7,87%	7,13%
10/05/2023	182 jours	10,00	15,13	15,13	7,50%	7,16%
10/05/2023	3 ans	10,00	13,11	9,00	8,31%	7,97%
10/05/2023	7 ans	10,00	5,12	5,12	8,34%	7,42%
24/05/2023	364 jours	10,00	24,03	23,03	8,10%	7,42%
24/05/2023	3 ans	10,00	7,19	3,19	8,73%	8,07%
24/05/2023	7 ans	10,00	3,96	3,96	8,34%	7,58%
07/06/2023	364 jours	10,00	26,31	26,31	8,10%	7,62%
07/06/2023	3 ans	10,00	1,38	0,02	7,98%	7,98%
07/06/2023	5 ans	10,00	2,84	2,59	7,94%	7,88%
21/06/2023	364 jours	10,00	17,37	16,37	8,03%	7,68%
21/06/2023	3 ans	10,00	5,63	5,63	8,60%	8,56%
21/06/2023	5 ans	10,00	8,50	8,50	7,96%	7,90%
27/06/2023	364 jours	43,33	42,97	20,23	6,88%	6,68%
27/06/2023	3 ans	43,33	150,30	106,02	7,60%	7,53%
27/06/2023	5 ans	43,33	16,75	16,75	7,90%	7,62%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



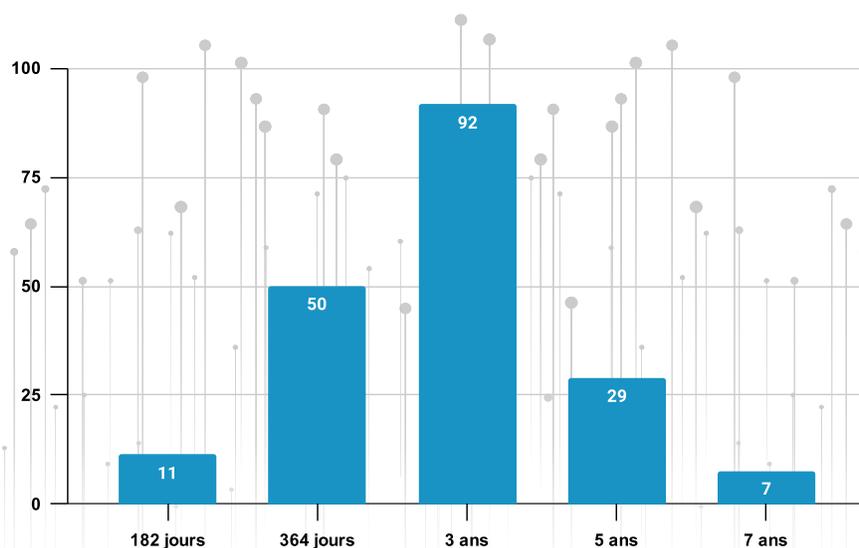
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



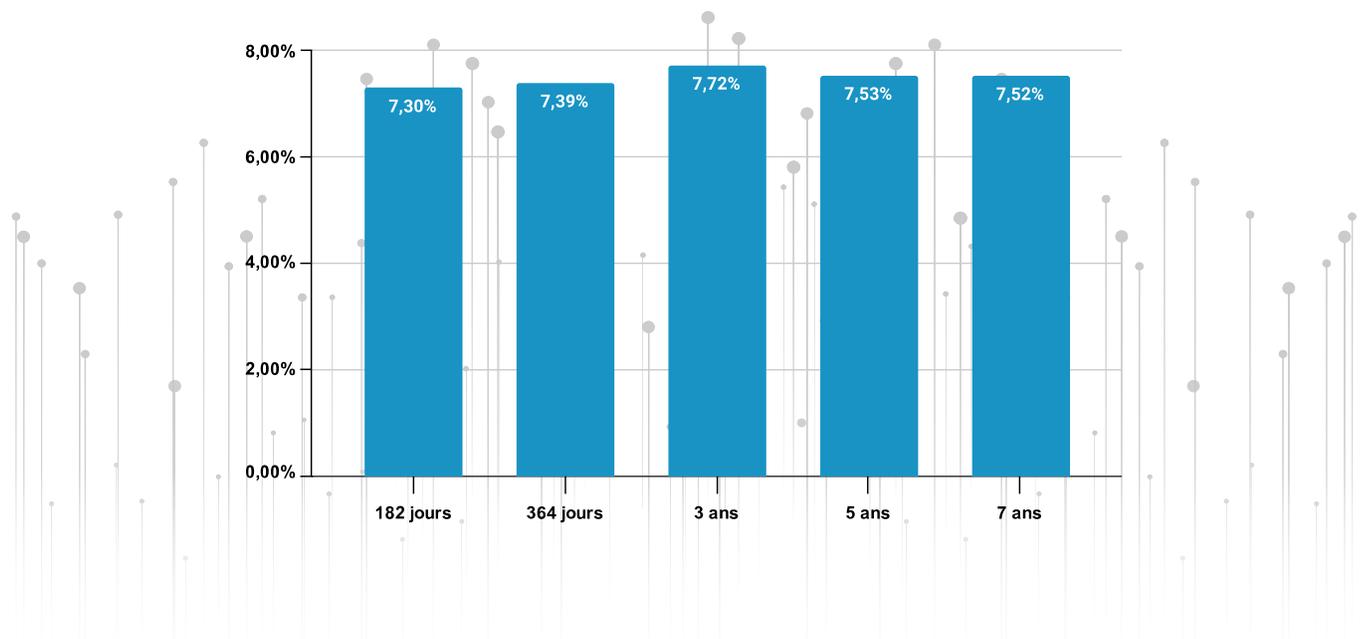
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
19/07/2023	364 jours	10,00	14,40	14,40	7,95%	7,39%
19/07/2023	3 ans	10,00	6,30	6,30	8,21%	7,75%
19/07/2023	7 ans	10,00	12,08	7,40	8,16%	7,52%
16/08/2023	182 jours	10,00	14,39	11,36	7,80%	7,30%
16/08/2023	3 ans	10,00	7,50	7,50	8,53%	7,58%
16/08/2023	5 ans	10,00	8,20	8,20	7,82%	7,58%
25/09/2023	364 jours	43,33	36,69	35,69	7,80%	7,39%
25/09/2023	3 ans	43,33	77,87	77,87	8,51%	7,73%
25/09/2023	5 ans	43,33	21,80	20,80	7,81%	7,51%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023





Martial GOEH-AKUE

Ancien DG Orabank et ancien Président de APBEF
Burkina Faso

« **Un succès franc au regard des volumes de transactions** »

Martial GOEH-AKUE, est aujourd'hui Administrateur Directeur Général de Vista bank guinée. Il a été avant cette nomination DG de Orabank Burkina et président de l'Association Professionnelle des Banques et Établissements financiers du Burkina (APBEF). A ce titre, il connaît bien le Marché des Titres Publics (MTP). Sur les 10 ans de UMOA-Titres, il préconise de poursuivre les réformes engagées.

« La création de UMOA-Titres, il y a déjà 10 ans, est une innovation et confirme la vision des Autorités de l'Union de relever le défi majeur d'accélération de la croissance et de diversification des sources de financement de cette croissance tout en maîtrisant l'inflation.

Le choix de l'option d'un Marché régional des Titres Publics connaît un franc succès au regard d'une part des volumes de transactions et d'autre part, au fur et à mesure, de la diversification des produits proposés.

UMOA-Titres devrait poursuivre les réformes engagées au regard des besoins de financement de plus en plus croissant de l'Union, de l'évolution technologique, des tendances du marché et de la nécessité d'élargir davantage la base des investisseurs notamment par l'offre de produits aux particuliers.

A cet égard, le renforcement de l'animation du Marché secondaire des Titres Publics et de la digitalisation des services constitue une condition clé de succès.

ECHOS DU MTP

CÔTE D'IVOIRE



PAUL HARRY AITHNARD
Directeur Général d'Ecobank
Côte d'Ivoire

“ La création de UMOA-Titres a renforcé la stabilité et la confiance dans le Marché des Titres Publics de la zone UMOA.”

Monsieur le Directeur général, le Marché des Titres Publics de l'UEMOA a dix ans. Que reprenez-vous de cette première décennie d'existence, en votre qualité d'investisseur sur ce marché ?

Je commencerais mon propos en vous remerciant pour le choix porté sur ma personne pour cette interview dans ce numéro de votre magazine célébrant les 10 ans de UMOA-Titres.

La décennie écoulée a enregistré un boom du Marché des Titres Publics de l'UEMOA. La fin des années 2010 a été sanctionnée par l'élaboration de pléiades de plans ambitieux de développement visant à rendre émergents la majeure partie des Etats de l'UEMOA, et nécessitant pour ce faire de recourir à la mobilisation de ressources internes et externes. Le Marché des Titres Publics de l'UEMOA a joué un rôle primordial dans l'atteinte de cet objectif. Ce sont plus de 44 414 milliards FCFA qui ont été mobilisés depuis 2013 avec l'avènement de UMOA-Titres, créée en vue de jeter les fondations d'un marché efficient de la dette publique. La récente crise de la COVID 19 a fini par donner raison à cette initiative, en permettant aux États de continuer de fonctionner dans un contexte de raréfaction de la ressource extérieure couplée à une explosion des besoins sanitaires et sociaux.

En tant qu'investisseur et partenaire des États, le groupe Ecobank a pleinement joué son rôle d'acteur de marché, en les accompagnant directement lors des émissions de titres sur le marché primaire et indirectement sur le marché secondaire, surtout avec l'opérationnalisation de l'activité des Spécialistes en

Valeurs du Trésor à l'échelle de l'UEMOA lancée depuis 2015. En définitive Ecobank détient continuellement en moyenne 15 à 20% de part de marché dans l'activité des titres publics et occupe donc une place de choix sur ce marché.

Tout cela pour vous dire que le Marché des Titres UMOA semble prometteur, avec une demande croissante de la part des investisseurs locaux et internationaux. Les perspectives économiques positives de la région, la diversification des émetteurs et l'approfondissement du marché pourraient ouvrir de nouvelles opportunités d'investissement.

Quel bilan faites-vous de l'activité d'UMOA-Titres en dix années d'existence ?

En 10ans, nous avons assisté à une croissance du marché et donc à une croissance par la même occasion du titre UEMOA. En effet, le volume des émissions de titres publics a augmenté, reflétant l'intérêt croissant des investisseurs pour la zone UEMOA. En effet depuis sa création en 2013, cette entité a entrepris un ensemble d'initiatives en vue du développement rapide du Marché des Titres Publics :

- La coordination des calendriers des émissions de titres publics
- La vulgarisation de la culture financière et des possibilités de placements sur les titres
- Le renforcement des capacités des émetteurs et des acteurs du marché
- La diversification de la base des investisseurs

- La promotion des bonnes pratiques de marché
- Le développement du marché secondaire
- La mise en place d'une plateforme de cotation
- Les initiatives en vue de l'harmonisation de la fiscalité sur les titres publics
- La publication périodique des statistiques de marché en vue d'instaurer la transparence
- L'organisation des REMTP (rencontres annuelles sur des thématiques relatives au développement du marché)

Avec une diversification des émetteurs, le marché a pu se développer avec une plus grande diversification des émetteurs de titres publics. Les gouvernements des pays membres de l'UMOA ont émis des obligations, ce qui a permis de stimuler la liquidité et d'offrir aux investisseurs un choix plus large de titres à acheter.

Les facilités d'accès à la liquidité ont permis une croissance positive des titres UEMOA sur le marché. Des efforts ont été faits pour faciliter les échanges et les transactions sur le marché, ainsi que des initiatives visant à accroître la participation des investisseurs institutionnels et étrangers.

En tant que banque panafricaine, l'intégration régionale est au centre de nos stratégies et de nos actions quotidiennes. La mise en place de UMOA-Titres a joué un rôle important

dans la promotion de l'intégration régionale financière au sein de l'espace UMOA. Le marché a contribué à harmoniser les pratiques et les normes en matière d'émissions de titres publics, favorisant ainsi une plus grande coopération et une meilleure coordination entre les pays membres.

La création de UMOA-Titres a renforcé la stabilité et la confiance dans le Marché des Titres Publics de la zone UMOA.

Ce marché est-il suffisamment attractif pour les investisseurs ? Si oui, pourquoi ? Sinon, que faire pour l'améliorer?

Le marché des titres UMOA est bien entendu très attractif pour les investisseurs. Dans une zone relativement stable tant d'un point de vue économique que politique les investisseurs ne peuvent être que rassurés.

- Le contexte macroéconomique et financier

Le Marché des Titres Publics de l'UEMOA est un marché classé dans la catégorie des marchés dits « frontier Market » et à cet effet les investisseurs qui envisagent y investir s'attendent à en tirer des rendements significativement plus que ceux qu'offriraient les marchés dits avancés. Les pays membres de l'UMOA ont généralement affiché une relative stabilité économique et politique, ce qui peut rassurer les investisseurs et réduire les risques liés aux investissements dans les titres publics. Les titres de l'UMOA offrent des rendements compétitifs par rapport à d'autres ce qui s'avère attrayant pour les investisseurs.

- Le rating des émetteurs de l'UMOA,

La majeure partie des États de l'UMOA ont fait l'objet de notation par les agences internationales de rating dans le cadre de leurs émissions d'eurobond, les plaçant de facto dans la base des investisseurs désireux de prendre ce type de risque. Cela permet de créer un attrait pour d'autres types d'investisseurs internationaux désireux de s'exposer sur la dette en monnaie locale.

UMOA-Titres étant née dans un cadre réglementé par la BCEAO, cela a également permis de renforcer la sécurité et la protection des investisseurs. Des améliorations peuvent être faites sur les frais de transfert et l'harmonisation de la fiscalité, mais je salue les efforts fait durant ces dix années par les équipes de UMOA-Titres.

Quel a été le positionnement du groupe Ecobank en tant que partenaire des États sur le Marché des Titres Publics au cours des dernières années ?

Ecobank a joué un rôle clé en soutenant activement l'ensemble des États de l'UMOA sur le Marché des Titres Publics, démontrant ainsi notre engagement envers le développement financier de la région. Voici quelques points importants qui illustrent notre participation et notre impact significatif dans ce domaine :

- Ecobank demeure le premier investisseur dans la zone avec environ 15% de part de marché en 2022.
- Ecobank a obtenu l'agrément de Spécialiste en Valeurs du Trésor pour les huit pays de l'UMOA et dans ce cadre participe activement à l'animation des marchés primaire et secondaire. Dans la totalité des classe-

ments publiés par UMOA-Titres retraçant principalement les volumes transigés sur les deux marchés précédemment évoqués, Ecobank se classe dans l'ensemble des pays dans le Top 3, attestant ainsi de notre soutien permanent aux États.

- Ecobank conseille les États de l'UMOA sur un ensemble de problématiques financières dont la dette et leur apporte quotidiennement des solutions en vue de leur permettre de réaliser leurs ambitions. A titre d'exemple Ecobank a procédé à la couverture du risque de change sur la dette extérieure en devises de plusieurs États de la zone UEMOA.

Quelles sont, à votre sens, les mesures qui pourraient être prises au cours des prochaines années par les différents acteurs du marché et par le groupe Ecobank en particulier pour accompagner le développement du marché de la dette souveraine et du marché financier de la zone UMOA?

De nombreuses améliorations ont été constatées sur les marchés des titres UEMOA au cours de la dernière décennie. Cependant, je dirais qu'en tant qu'acteur bancaire, aux côtés d'investisseurs ainsi que l'ensemble des investisseurs, nous pouvons mieux accompagner le développement du marché de la dette et du marché financier de la zone UEMOA.

En effet, les acteurs du marché, y compris nous, Ecobank, pourraient promouvoir la transparence dans les transactions financières en fournissant des informations claires sur les émissions de dette souveraine, les conditions de prêt, les risques associés, etc. Cela contribuerait à renforcer la confiance des investisseurs et à attirer davantage de capitaux sur le marché.

Par ailleurs, il est indispensable d'investir dans les infrastructures de marché nécessaires, telles que les systèmes de règlement-livraison, les plateformes de négociation électronique et les systèmes de surveillance. Ces infrastructures solides favorisent la liquidité, la rapidité des transactions et la stabilité du marché, ce qui peut stimuler le développement du marché de la dette souveraine et du marché financier dans la zone UEMOA.

Concernant les acteurs du marché, dont nous Ecobank faisons partis, nous pouvons jouer un rôle clé dans la promotion de l'éducation financière en fournissant des informations sur les produits financiers, les opportunités d'investissement et les risques associés. Une meilleure éducation financière aiderait à créer

une base d'investisseurs plus informés et à encourager la participation au marché financier.

D'autre part, une collaboration étroite entre les acteurs du marché de la zone UEMOA, y compris les institutions financières, les régulateurs et les gouvernements, peut jouer un rôle déterminant dans le développement du marché de la dette souveraine et du marché financier. Des initiatives régionales concertées peuvent favoriser l'harmonisation des réglementations, faciliter les échanges transfrontaliers et promouvoir l'intégration financière régionale.

Ces mesures, parmi d'autres, pourraient contribuer à stimuler le développement du marché de la dette souveraine et du marché financier dans la zone UEMOA.

ECHOS DU MTP

GUINÉE-BISSAU

“ Les performances de la Guinée-Bissau sur le MTP au 1^{er} semestre 2023. ”

La Guinée-Bissau lève 17,05 milliards au 1er trimestre 2023.

Entre janvier et mars 2023, la Guinée-Bissau a levé 17,05 milliards FCFA en quatre émissions. Deux opérations ont été effectuées en janvier. Pour ce mois, 12,5 milliards FCFA ont été mis en adjudications. Les soumissions des investisseurs aux Bons Assimilables du Trésor (BAT) et Obligations Assimilables du Trésor (OAT) s'élèvent à cet effet à 11,4 milliards FCFA, intégralement retenus par le Trésor Public. Pour les BAT, la maturité est de 364 jours. Le taux de rendement marginal est de 4,47% et le rendement moyen pondéré est de 4,04%. S'agissant de l'OAT, l'échéance est de 3 ans. Le taux de rendement marginal et le rendement moyen pondéré sont respectivement ressortis à 7,44% et à 6,95%.

En février, le Trésor Public bissau-guinéen a procédé à deux émissions (BAT et OAT). A

ce titre, 12,5 milliards FCFA ont été mis en adjudication. Les investisseurs ont proposé 6,70 milliards FCFA. Le Trésor bissau-guinéen a retenu 5,65 milliards FCFA. Pour l'OAT de maturité 7 ans, le taux marginal est ressorti à 7,24%. Le rendement moyen pondéré est de 7,19%. Pour le BAT, la maturité est de 91 jours. Le taux de rendement marginal et le taux de rendement moyen pondéré sont respectivement ressortis à 5,50% et 4,88%.

Pour le mois de mars, la Guinée-Bissau a dû renoncer à son unique émission en raison d'une sous-couverture. En effet, sur les 5 milliards mis en adjudication, les souscriptions des investisseurs n'ont porté que sur 1,06 milliard FCFA, soit un taux de couverture de 21,2%.

Deuxième trimestre 2023 : la Guinée-Bissau mobilise 61,86 milliards FCFA

Au deuxième trimestre de l'année 2023, la Guinée-Bissau a levé 61,86 milliards FCFA. Au mois d'avril, 15 milliards ont été mis en adjudication. A cet effet, les investisseurs ont soumis au total, 19,82 milliards FCFA. Ainsi, le Trésor public bissau-guinéen a retenu les 16,5 milliards. Les maturités ont été de 182 jours et 364 jours. Les taux moyens pondérés sont ressortis respectivement à 6,79% et 6,75%.

Au mois de mai, trois opérations ont permis à la Guinée-Bissau de lever 13,76 milliards FCFA. Les délais de remboursement ont été fixés à

364 jours et à 3 ans. Pour ce qui est des taux moyens pondérés, ils ressortent respectivement à 8% et 7,96%.

Pour le mois de juin, la Guinée-Bissau a mis en adjudication un montant de 30 milliards FCFA. Les soumissions des investisseurs se sont élevées à 66,76 milliards FCFA. Au final, 31,7 milliards FCFA ont été retenus. Les délais de remboursement sont entre 364 jours et 5 ans. Les taux moyens pondérés oscillent entre 7,96% et 8,20%.

47,45 milliards FCFA levés au troisième trimestre 2023

Pour le compte du troisième trimestre de l'année 2023, la Guinée-Bissau a obtenu 47,45 milliards FCFA. Au mois de juillet, 13,75 milliards FCFA ont été levés, soit l'intégralité de l'enveloppe soumise. Pour les deux émissions, les maturités ont été de 182 jours et 3 ans. Les taux moyens pondérés ont été respectivement fixés à 7,42% et 9,05%.

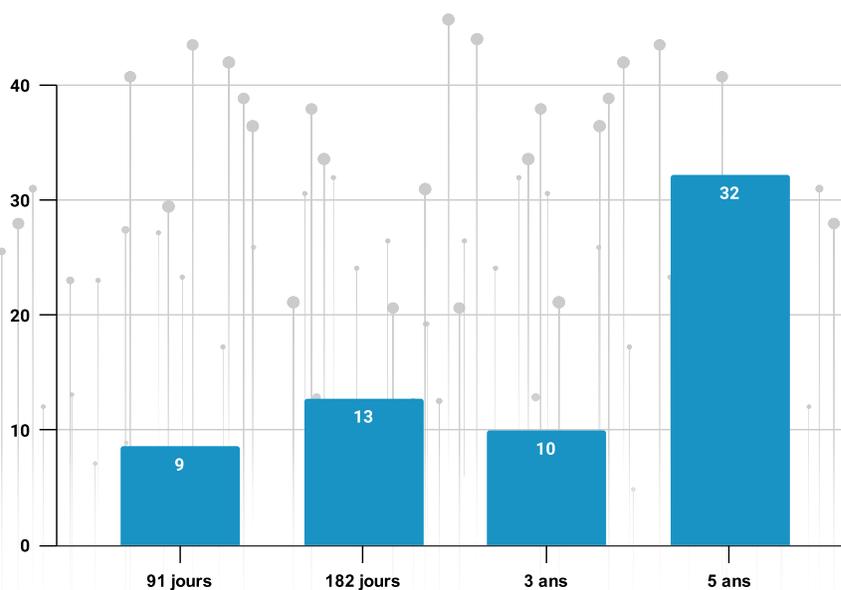
Au mois d'août, deux opérations ont permis à la Guinée-Bissau de mobiliser 13,5 milliards FCFA. Les délais de remboursement ont été fixés à 91 jours et à 364 jours. S'agissant des taux moyens pondérés, ils ressortent respectivement à 7,35% et 7,19%.

En septembre, la Guinée-Bissau a pu mobiliser 22,7 milliards FCFA sur les 60 milliards FCFA soumis par les investisseurs. Les taux moyens pondérés varient entre 7,55% et 9,31%.

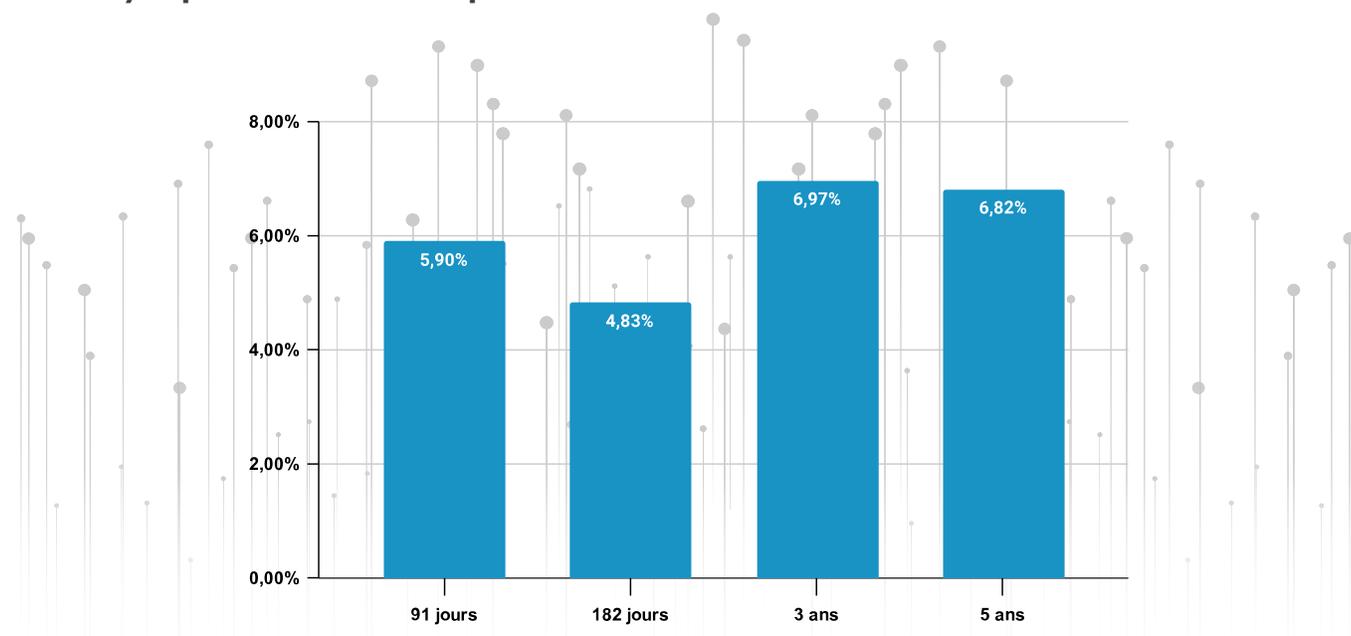
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
24/01/2023	364 jours	6,25	4,51	4,51	4,47%	4,04%
24/01/2023	3 ans	6,25	6,89	6,89	7,44%	6,95%
21/02/2023	91 jours	6,25	4,05	3,05	5,50%	4,88%
21/02/2023	7 ans	6,25	2,70	2,60	7,24%	7,19%
07/03/2023	182 jours	5,00	1,06	0,00	0,00%	0,00%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



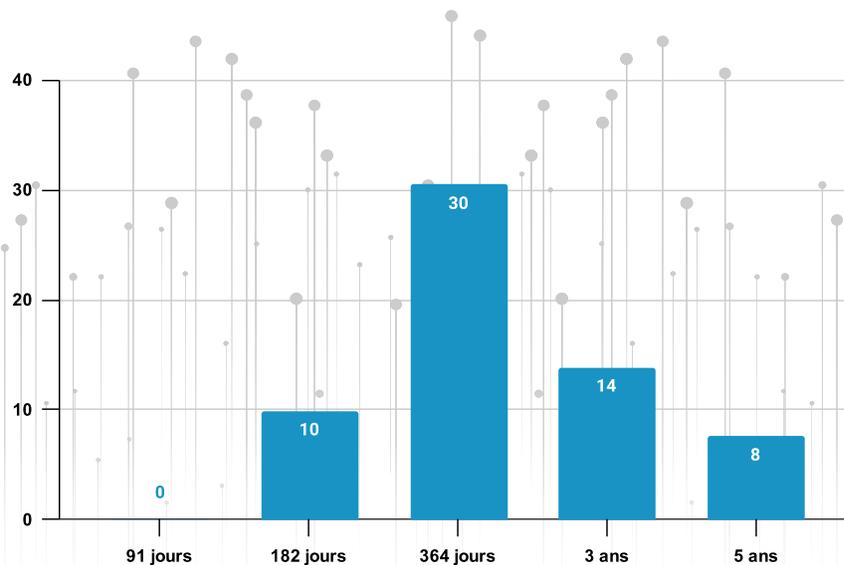
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



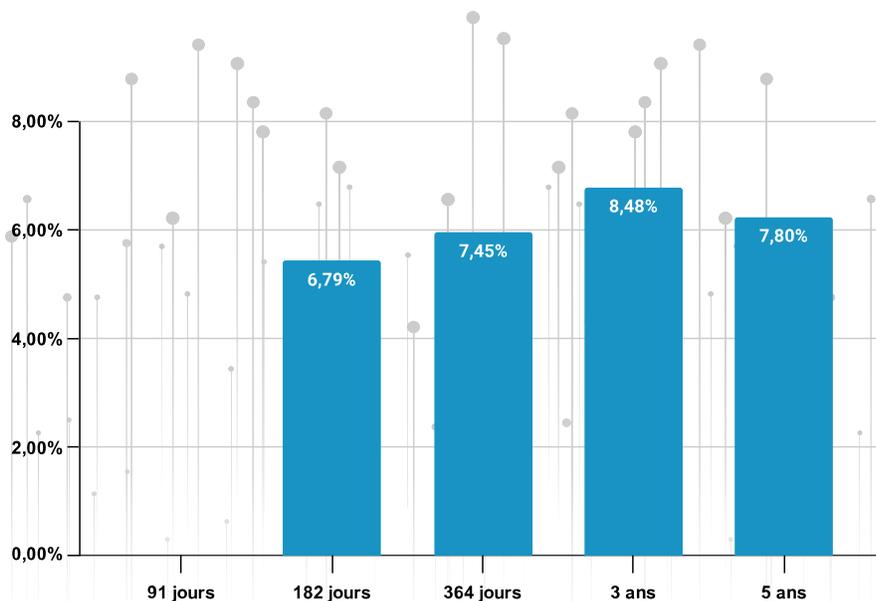
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
18/04/2023	182 jours	7,50	13,22	9,90	7,00%	6,79%
18/04/2023	364 jours	7,50	6,60	6,60	7,00%	6,75%
23/05/2023	91 jours	4,17	3,85	0,00	0,00%	0,00%
23/05/2023	364 jours	4,17	9,73	9,73	8,00%	7,18%
23/05/2023	3 ans	4,17	4,15	4,03	9,02%	8,46%
19/06/2023	364 jours	9,00	14,15	14,15	8,00%	7,96%
19/06/2023	3 ans	9,00	4,25	4,25	9,10%	8,87%
27/06/2023	364 jours	4,00	11,99	0,00	0,00%	0,00%
27/06/2023	3 ans	4,00	28,77	5,60	8,77%	8,20%
27/06/2023	5 ans	4,00	7,60	7,60	8,11%	7,80%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



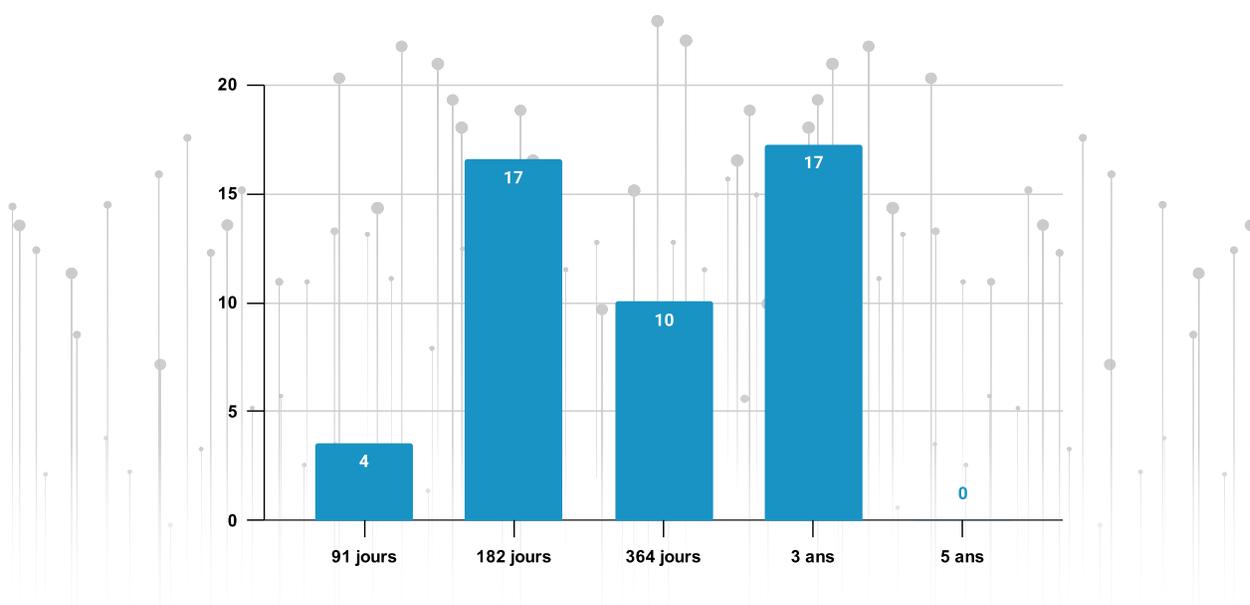
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



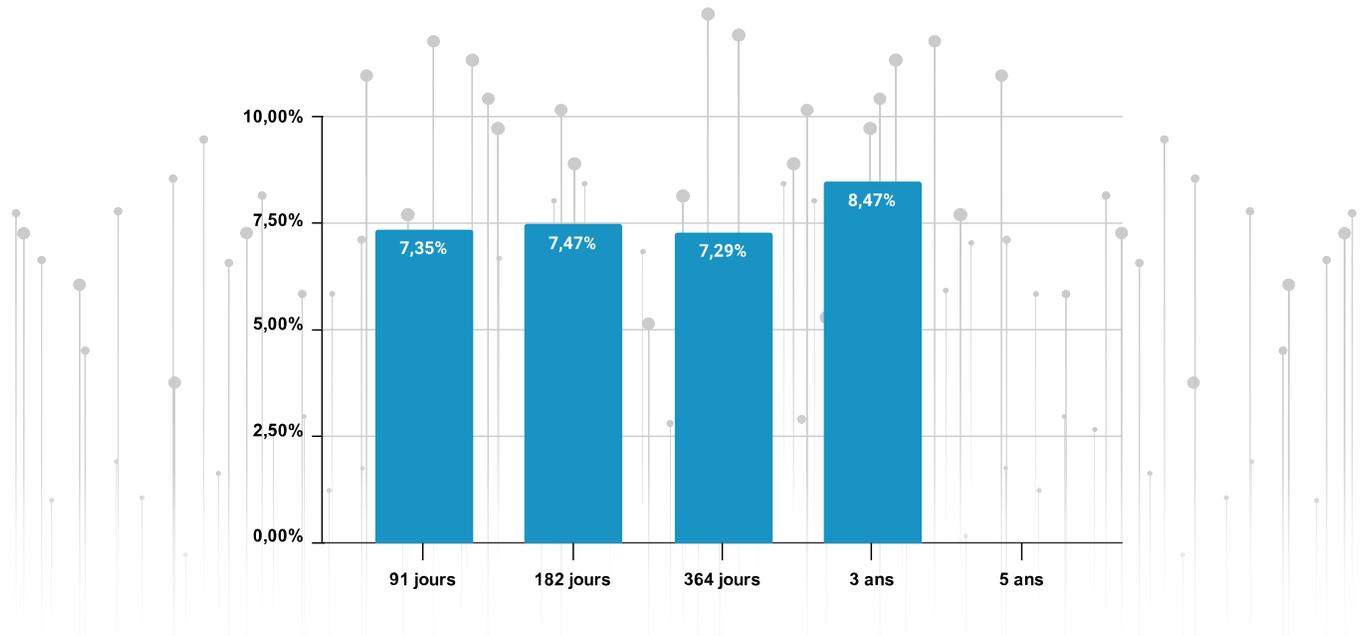
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
25/07/2023	182 jours	6,25	10,50	10,50	8,00%	7,42%
25/07/2023	3 ans	6,25	3,25	3,25	9,52%	9,05%
08/08/2023	91 jours	5,00	4,41	3,57	7,80%	7,35%
08/08/2023	364 jours	5,00	8,17	7,43	7,25%	7,19%
12/09/2023	182 jours	3,17	6,07	6,07	8,00%	7,55%
12/09/2023	364 jours	3,17	2,61	2,61	8,00%	7,56%
12/09/2023	3 ans	3,17	1,03	0,82	9,89%	9,31%
25/09/2023	364 jours	4,00	1,58	0,00	0,00%	0,00%
25/09/2023	3 ans	4,00	34,43	13,20	8,50%	8,28%
25/09/2023	5 ans	4,00	14,39	0,00	0,00%	0,00%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



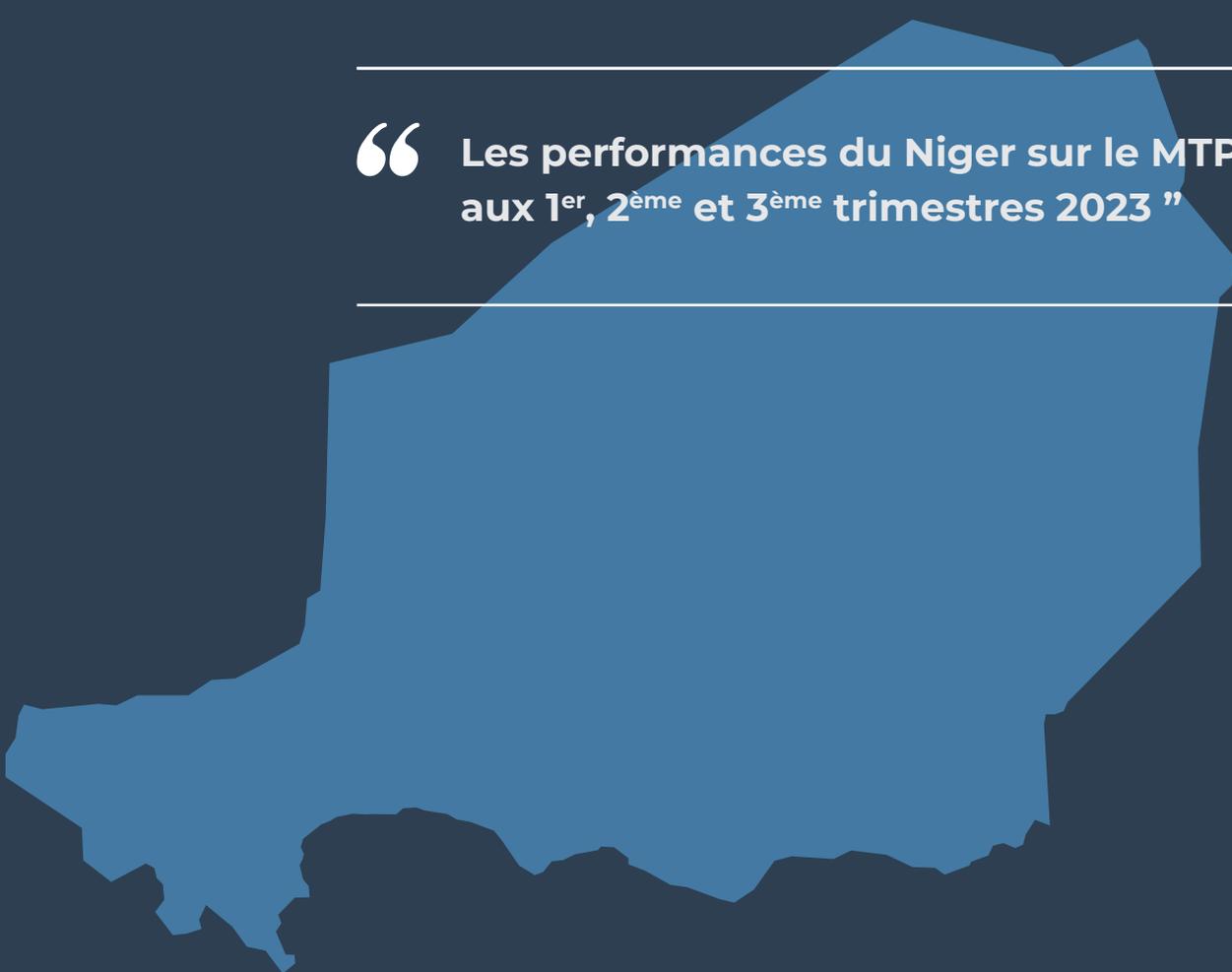
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023



ECHOS DU MTP

NIGER

“ Les performances du Niger sur le MTP
aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 ”



Tendance à la baisse, malgré quelques 749 milliards Fcfa mobilisés sur le Marché des Titres Publics.

Le Niger a continué à attirer l'intérêt des investisseurs sur le Marché des Titres Publics (MTP) en mobilisant au cours des trois derniers trimestres la somme de 749 milliards de FCFA sur une prévision annuelle avoisinant quelques 830 milliards.

De janvier à août 2023, le pays s'est présenté dix-huit (18) fois sur le MTP à travers différentes émissions de Bons et Obligations Assimilables du Trésor dans tous les pays membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA).

Des émissions qui visent à mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Niger.

Des ressources d'un montant global de 669 milliards ont été mobilisées durant le premier semestre.

Au cours du premier trimestre 2023, le Niger

a suscité l'intérêt des investisseurs en mobilisant 340 milliards FCFA sur le marché des titres publics. Les émissions concernaient des maturités de 182 jours, 364 jours, 3 ans et 7 ans.

De l'avis de UMOA-Titres, les investisseurs optimisent leur trésorerie en profitant de la remontée des taux de rendement sur le marché des titres publics, qui ressortent entre 5% et quasiment 8% selon les maturités.

En effet, les titres publics offrent des rendements plus attractifs que les comptes épargnes (3,5%), les comptes courants rémunérés et les DAT (Dépôts à terme) sur la même durée.

Au cours du second trimestre, le Niger s'est présenté quinze (15) fois devant des investisseurs et a engrangé sur le marché des titres publics, la bagatelle somme de 329, 56 milliards.

Le troisième trimestre moins reluisant avec l'événement inattendu.

UMOA-Titres, en collaboration avec la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a organisé le jeudi 6 et 20 juillet 2023, à la demande de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Niger, des émissions simultanées de Bons et Obligations Assimilables du Trésor de matu-

rités respectives de cent quatre-vingt-deux (182) jours, trois cent soixante-quatre (364) jours et trois (3) ans ayant permis de lever la somme de 40 milliards de F CFA pour chacune des émissions soit un total de 80 milliards F CFA.

Suspension des interventions du pays sur le MTP

La mise en œuvre des sanctions prises à l'encontre de l'Etat du Niger le 26 juillet par les Instances de la CEDEAO, suite au changement de régime intervenu en juillet 2023 s'est traduite par la suspension de ses interventions sur le Marché des Titres Publics ainsi que des paiements des échéances relatives aux titres initialement émis sur le marché.

En effet, toutes les émissions programmées en août à la date du 31 Octobre 2023 ont été annulées.

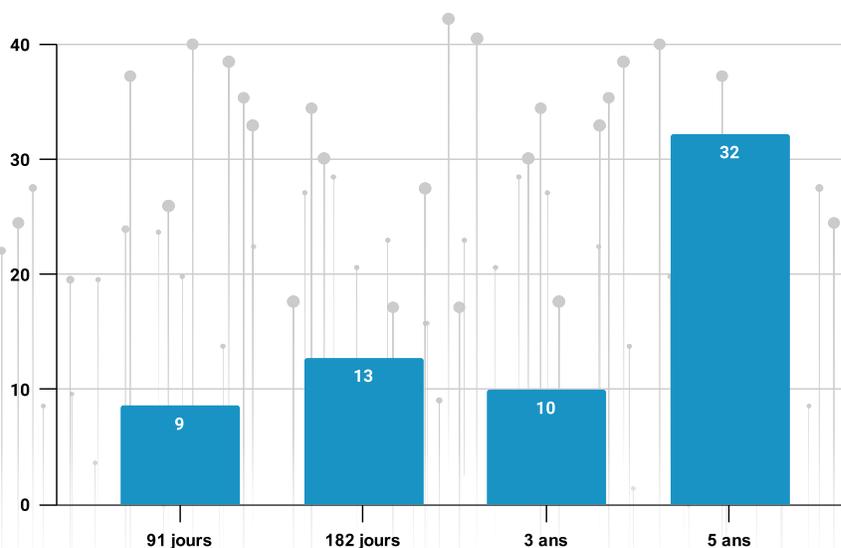
Entre juillet et octobre, Niamey n'a pu procéder qu'au remboursement de quatre (04) obligations initialement émises sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA, soit une somme de 19,096 milliards de F CFA.

Il est à souligner que l'Etat du Niger avait prévu des émissions d'un montant global de 830 milliards FCFA pour financer les dépenses publiques et les opérations de trésorerie, estimées à 3 291,62 milliards FCFA.

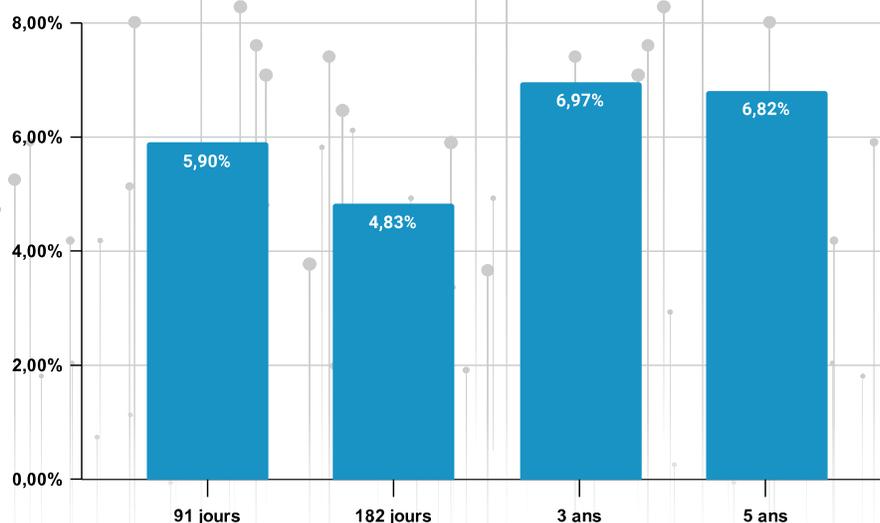
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
19/01/2023	5 ans	30,00	53,45	33,00	6,85%	6,38%
02/02/2023	91 jours	17,50	17,00	11,00	4,00%	3,80%
02/02/2023	3 ans	17,50	35,34	27,50	7,82%	6,66%
16/02/2023	364 jours	17,50	13,40	13,40	5,50%	5,09%
16/02/2023	7 ans	17,50	4,73	4,73	6,91%	6,54%
16/03/2023	182 jours	11,67	21,00	21,00	6,73%	6,34%
16/03/2023	364 jours	11,67	3,50	3,50	5,90%	5,50%
16/03/2023	3 ans	11,67	10,11	10,11	7,59%	6,71%
30/03/2023	182 jours	11,67	27,00	27,00	7,00%	6,54%
30/03/2023	364 jours	11,67	0,00	0,00	0,00%	0,00%
30/03/2023	3 ans	11,67	0,00	0,00	0,00%	0,00%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



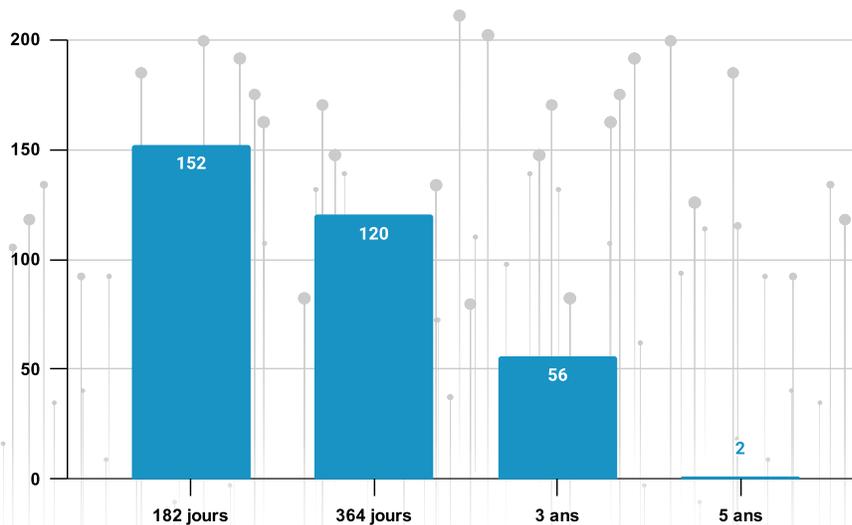
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



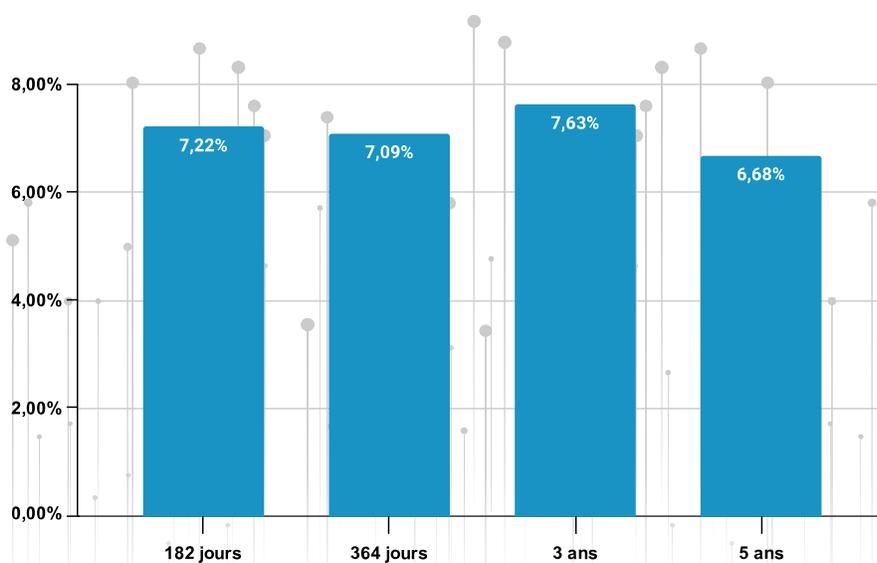
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
14/04/2023	182 jours	10,00	34,69	23,10	6,73%	6,44%
14/04/2023	364 jours	10,00	9,00	8,90	6,63%	6,27%
14/04/2023	3 ans	10,00	1,00	1,00	7,04%	7,04%
27/04/2023	182 jours	10,00	35,94	35,94	7,60%	7,01%
27/04/2023	364 jours	10,00	5,13	5,13	7,50%	7,32%
27/04/2023	3 ans	20,00	0,00	0,00	0,00%	0,00%
11/05/2023	182 jours	10,00	21,18	21,18	7,80%	7,33%
11/05/2023	364 jours	10,00	4,05	4,05	7,62%	7,06%
11/05/2023	3 ans	10,00	5,73	5,73	8,70%	7,98%
25/05/2023	182 jours	10,00	46,21	25,98	7,58%	7,30%
25/05/2023	364 jours	10,00	15,43	7,02	7,50%	6,98%
25/05/2023	3 ans	10,00	5,62	0,00	0,00%	0,00%
08/06/2023	182 jours	10,00	33,13	27,90	7,66%	7,57%
08/06/2023	364 jours	10,00	1,00	1,00	7,50%	7,50%
08/06/2023	3 ans	10,00	4,24	4,11	8,65%	8,23%
12/06/2023	364 jours	36,92	37,62	37,62	7,80%	7,53%
22/06/2023	182 jours	13,33	26,87	18,06	7,85%	7,82%
22/06/2023	364 jours	13,33	23,90	20,87	7,50%	7,50%
22/06/2023	3 ans	13,33	8,24	5,07	7,16%	7,16%
27/06/2023	364 jours	23,33	78,05	35,50	7,00%	6,58%
27/06/2023	3 ans	23,33	41,72	39,94	8,25%	7,60%
27/06/2023	5 ans	23,33	1,56	1,56	6,68%	6,68%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



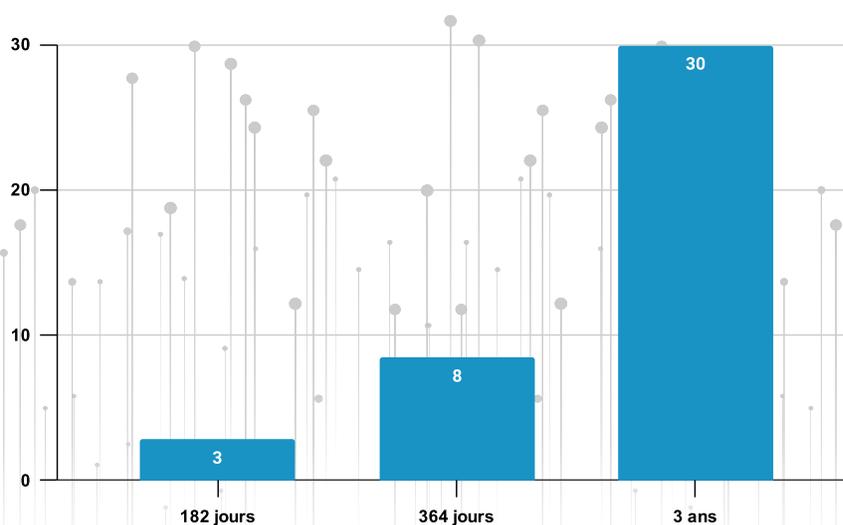
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



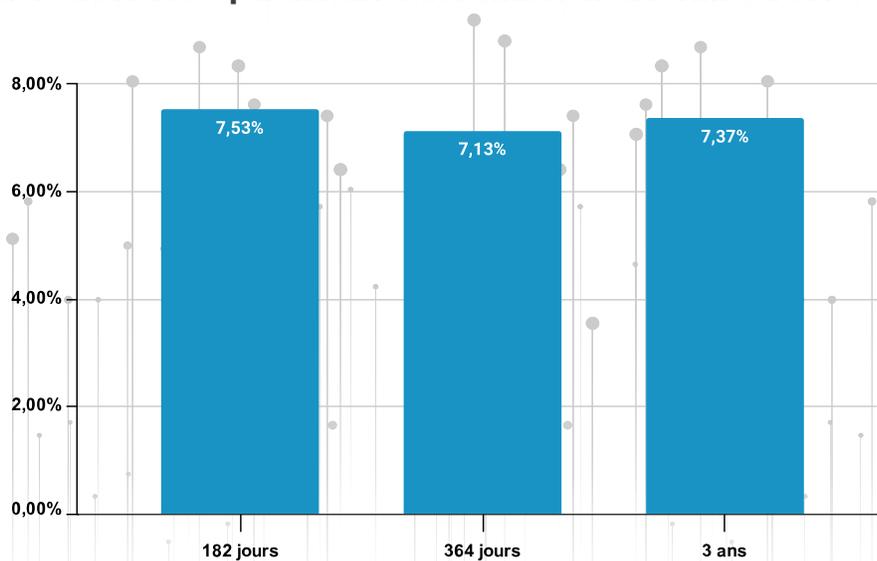
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
20/07/2023	182 jours	13,33	4,33	2,83	7,60%	7,53%
20/07/2023	364 jours	13,33	8,46	8,46	7,53%	7,13%
20/07/2023	3 ans	13,33	30,43	29,93	8,84%	7,37%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023



ECHOS DU MTP

SÉNÉGAL

“ Les performances du Sénégal sur le MTP
aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023 ”

Le Sénégal mobilise 171,82 milliards FCFA au premier trimestre 2023.

Au premier trimestre de l'année 2023, le Sénégal a mobilisé 171,87 milliards au travers de neuf (9) émissions sur le Marché des Titres Publics. Au mois de janvier, le pays a émis essentiellement des Bons Assimilables du Trésor (BAT). Pour 100 milliards FCFA mis en adjudication, les investisseurs ont proposé 117,35 milliards. Finalement, le Trésor public a retenu 96 milliards FCFA. Les maturités pour ces opérations ont été de 91 et 364 jours. Le taux de rendement moyen marginal et le taux de rendement moyen pondéré varient entre 3,50% et 4%. Pour les deux Obligations Assimilables du Trésor (OAT), leur maturité était de 3 ans. Elles sont assorties de taux de rendement marginal

et de taux de rendement moyen pondéré compris entre 5,85% et 6,54%.

Pour le mois de février, les émissions du Sénégal sont de l'ordre de 80 milliards FCFA. Pour ce mois, les émissions sont constituées de deux OAT et de deux BAT. Les investisseurs ont souscrit pour 103,07 milliards FCFA et le montant retenu s'élève à 75,52 milliards FCFA. Pour les BAT, les maturités ont été de 364 jours à des taux de rendement marginal et pondéré établis à 4,05% et 3,88%. Pour ce qui est des OAT, la maturité retenue est de 3 ans. Les taux de rendement moyen marginaux et le rendement pondéré se situent entre 7,33% et 7,40%.

Deuxième trimestre 2023 : Le Sénégal mobilise 503,52 milliards FCFA

Entre avril et juin 2023, le Sénégal a levé au total 503,52 milliards FCFA en sept (7) émissions. Pour le mois d'avril, 100 milliards FCFA ont été sollicités auprès des investisseurs. Ces derniers ont, à cet effet, soumissionné pour 174,99 milliards FCFA. Ainsi, le Trésor public sénégalais a retenu les 110 milliards FCFA. Les maturités pour les opérations du mois d'avril varient entre 91 jours et 3 ans. Quant aux taux moyens pondérés, ils ont évolué dans la fourchette de 5,43% et 6,49%.

Au mois de mai, le Sénégal a mis en adjudication 55 milliards FCFA. Les investisseurs ont proposé 97,77 milliards FCFA. Le Sénégal a retenu

58,64 milliards FCFA de l'enveloppe soumise. Les délais de remboursement fixés sont entre 182 jours et 3 ans. Pour ce qui est du taux de rendement moyen pondéré, il a varié entre 6,14% et 7,18%.

En juin, le Sénégal a levé 334,87 milliards FCFA sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA alors que les investisseurs proposaient 567,89 milliards FCFA. La maturité pour les différentes émissions a varié entre 364 jours et 5 ans.

Troisième trimestre 2023 : Le Sénégal lève 387,73 milliards FCFA

Durant le troisième trimestre de l'année 2023, le Sénégal a mobilisé 387,73 milliards FCFA. Pour le mois de juillet, 32,96 milliards FCFA ont été levés alors que les investisseurs ont soumis 45,73 milliards FCFA. Les délais de remboursement pour les opérations du mois de juillet varient entre 364 jours et 5 ans. Les rendements moyens pondérés sont compris entre 7,24% et 7,34%.

Au mois d'août, L'État du Sénégal a mis en adjudication 90 milliards FCFA au total. Les investisseurs ont soumis 100 milliards FCFA. Le

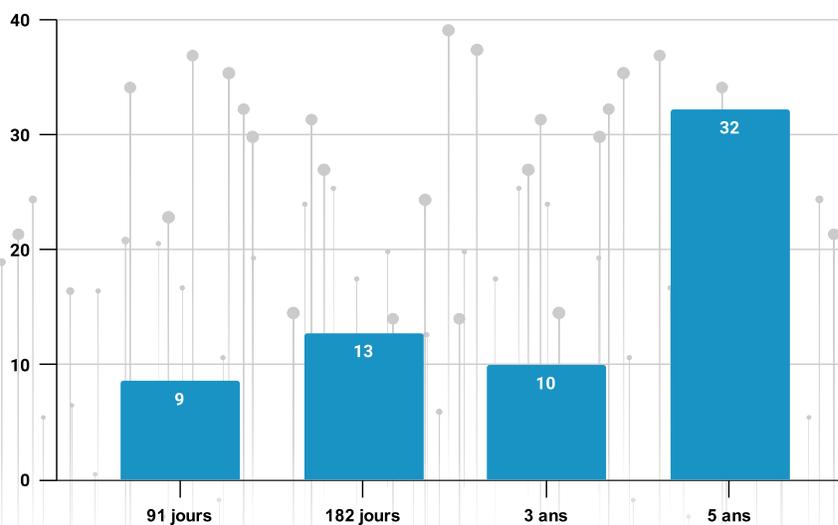
Sénégal a retenu 99 milliards FCFA de l'enveloppe proposée. Les maturités se sont établies entre 3 et 5 ans. Pour ce qui est du rendement moyen pondéré, il a varié entre 7,03% et 7,51%.

En septembre, le Sénégal a mobilisé 255,77 milliards FCFA sur le Marché des Titres Publics de l'UMOA sur les 547,81 milliards FCFA proposés lors des différentes émissions par les investisseurs. La maturité pour les différentes émissions a varié entre 364 jours et 5 ans, pour des taux moyens pondérés établis entre 7,41% et 7,76%.

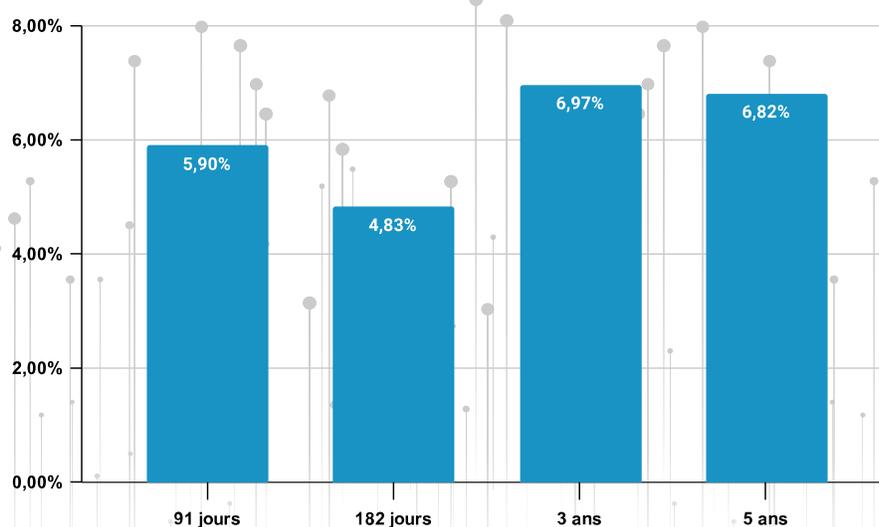
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
06/01/2023	91 jours	12,50	37,00	37,00	4,00%	3,40%
06/01/2023	364 jours	12,50	20,00	10,00	3,50%	3,46%
06/01/2023	3 ans	25,00	8,65	8,00	5,66%	5,45%
20/01/2023	91 jours	12,50	23,00	12,50	3,85%	3,52%
20/01/2023	364 jours	12,50	10,50	10,50	3,80%	3,65%
20/01/2023	3 ans	25,00	18,35	18,35	6,68%	5,85%
03/02/2023	364 jours	20,00	21,06	15,06	4,05%	3,88%
03/02/2023	3 ans	20,00	30,70	25,70	7,33%	6,54%
17/02/2023	364 jours	20,00	12,55	0,00	0,00%	0,00%
17/02/2023	3 ans	20,00	38,76	34,76	7,40%	6,93%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



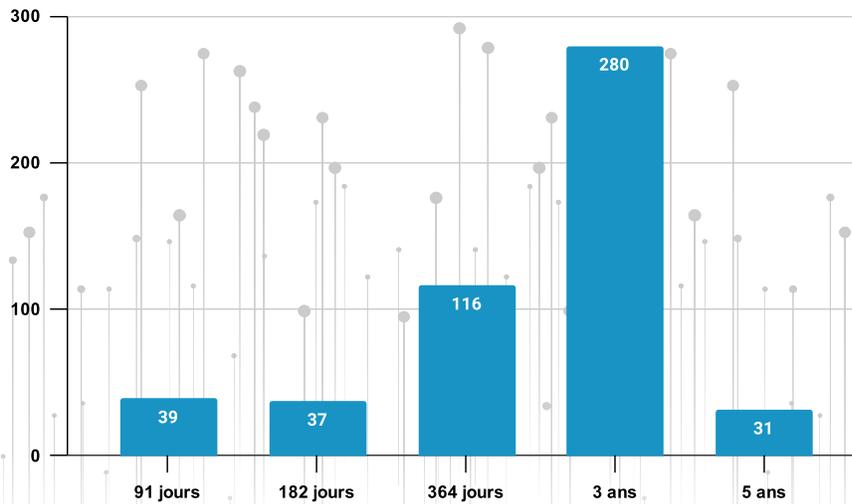
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



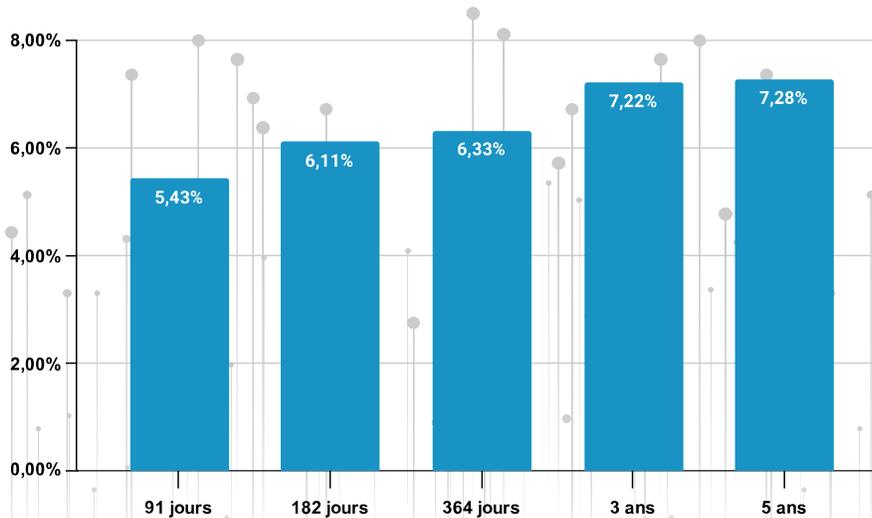
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
13/04/2023	91 jours	17,50	49,66	39,00	5,75%	5,43%
13/04/2023	364 jours	17,50	22,37	16,00	6,25%	6,25%
13/04/2023	3 ans	15,00	11,60	0,00	0,00%	0,00%
28/04/2023	182 jours	15,00	37,13	5,90	6,15%	5,97%
28/04/2023	364 jours	15,00	5,11	0,00	0,00%	0,00%
28/04/2023	3 ans	20,00	49,11	49,10	7,94%	6,49%
12/05/2023	182 jours	10,00	42,37	31,37	6,40%	6,14%
12/05/2023	364 jours	10,00	9,51	4,01	6,35%	6,26%
12/05/2023	3 ans	15,00	7,95	3,08	7,50%	6,99%
26/05/2023	364 jours	10,00	25,71	14,96	6,35%	6,30%
26/05/2023	3 ans	10,00	12,23	5,23	7,48%	7,18%
09/06/2023	364 jours	15,00	42,26	38,14	6,50%	6,41%
09/06/2023	3 ans	17,50	13,02	11,27	7,50%	7,46%
09/06/2023	5 ans	17,50	5,59	5,59	7,37%	7,19%
23/06/2023	364 jours	15,00	48,01	43,21	6,50%	6,30%
23/06/2023	3 ans	17,50	6,81	6,80	7,50%	7,44%
23/06/2023	5 ans	17,50	4,78	4,36	7,38%	7,32%
27/06/2023	364 jours	35,00	138,48	0,00	0,00%	0,00%
27/06/2023	3 ans	85,00	286,49	204,04	7,41%	7,38%
27/06/2023	5 ans	85,00	22,46	21,46	7,33%	7,29%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



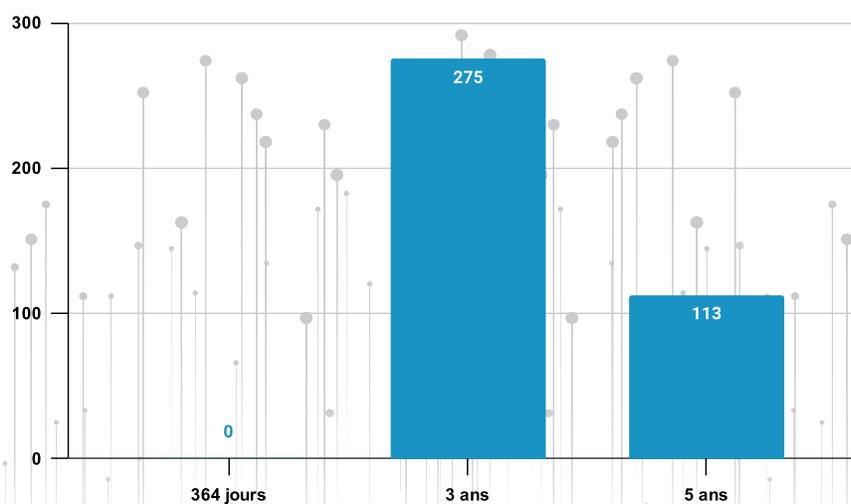
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



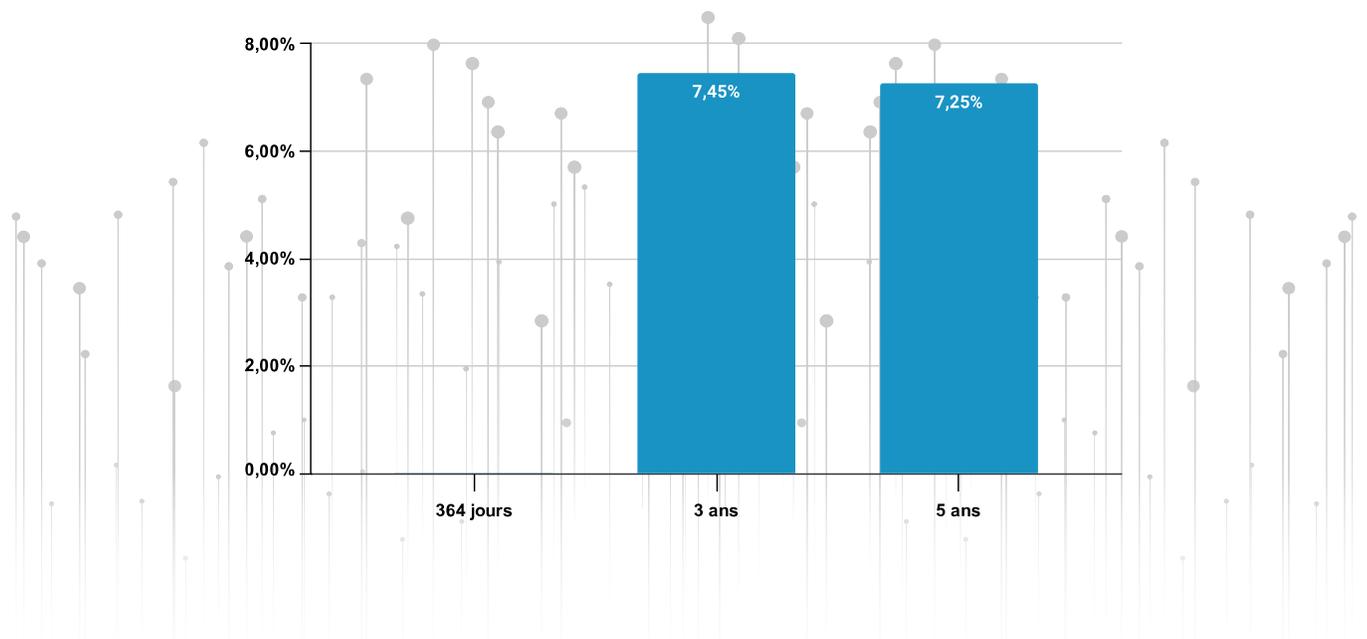
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
21/07/2023	364 jours	15,00	12,77	0,00	0,00%	0,00%
21/07/2023	3 ans	7,50	25,85	25,85	7,74%	7,34%
21/07/2023	5 ans	7,50	7,11	7,11	7,64%	7,24%
24/08/2023	3 ans	50,00	31,74	31,74	7,74%	7,51%
24/08/2023	5 ans	20,00	50,43	49,43	7,73%	7,03%
24/08/2023	5 ans	20,00	17,83	17,83	7,57%	7,51%
08/09/2023	3 ans	10,00	23,58	23,58	8,33%	7,76%
08/09/2023	5 ans	10,00	13,36	3,36	7,65%	7,51%
08/09/2023	5 ans	10,00	3,33	3,33	7,56%	7,49%
25/09/2023	364 jours	68,33	157,34	0,00	0,00%	0,00%
25/09/2023	3 ans	68,33	318,59	193,88	7,60%	7,42%
25/09/2023	5 ans	68,33	31,62	31,62	7,64%	7,41%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023



ECHOS DU MTP

TOGO



“

Les performances du Togo sur le MTP
aux 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} trimestres 2023.”

1 213 milliards mobilisés sur le MTP au 1er trimestre 2023.

Les 8 pays membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ont mobilisé en tout 1 213, 02 milliards de FCFA sur le Marché des Titres publics (MTP) de l'Union monétaire, au cours du premier trimestre de l'année 2023. Le Togo, pour sa part, a emprunté 113, 46 milliards CFA, représentant 9% des ressources mobilisées par les États.

Pour mobiliser les 113 milliards de FCFA au cours des mois de janvier, février et mars 2023, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) a procédé à six(6) émissions sur le MTP.

Sur le trimestre, le plus gros volume mobilisé par l'État togolais est de 31 milliards de FCFA à travers une émission simultanée d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT) de maturité 03 ans. Le taux moyen pondéré de cette émission est ressorti à 6,37%.

Cependant, le montant minimum mobilisé s'élève à 5 milliards de FCFA, pour une maturité de 7 ans et un rendement moyen pondéré de 6,14%.

Une lecture des statistiques du trimestre, sous l'angle des maturités des titres émis par le Togo, fait ressortir que l'opération ayant la plus courte des maturités (91 jours), est celle ayant permis à l'État togolais de mobiliser 20 milliards de FCFA, pour un rendement moyen pondéré de 4,60%.

Au total, l'on note parmi les opérations, une de maturité de 5 ans, au taux de rendement pondéré de 6,59% qui a permis de mobiliser 28 milliards de FCFA et une autre de 182 jours, au rendement moyen de 3,68% pour une mobilisation de 16 milliards de FCFA.

301 milliards de FCFA mobilisés au 2è trimestre 2023

Les interventions du Trésor public du Togo au cours du deuxième trimestre (T2) sont à peu près à l'image de celles effectuées au cours du trimestre précédent, avec plusieurs émissions simultanées. L'on note en tout 7 émissions, dont 02 en avril, 02 en mai et 03 en juin. Toutes les 7 sorties sur le MTP sont des émissions simultanées à raison de 03 offres par émission.

Le 07 avril 2023, le Togo a réalisé une émission simultanée de Bons Assimilables du Trésor (BAT) et d'Obligations Assimilables du Trésor (OAT). L'objectif clairement affiché était de mobiliser 30 milliards de FCFA. Finalement, cette opération a permis au Trésor togolais d'encaisser plus de 32 milliards de FCFA. Les

taux de rendement moyen pondéré par maturité de 182 jours, 3 ans et 5 ans sont ressortis respectivement à 6,65%, 7,29% et 7,03%.

L'autre émission simultanée du mois d'avril a été effectuée le 24ème jour du mois (deux OAT et un BAT) pour un montant global de 30 milliards de FCFA. Le BAT d'une maturité de 128 jours a été souscrit pour 26 milliards par des investisseurs, pour un taux de rendement moyen pondéré de 6,38% ; l'OAT de maturité 3 ans a permis à l'État togolais d'encaisser 7 milliards CFA, avec un rendement moyen pondéré de 6,69%. La dernière OAT a été annulée.

Le mois de mai 2023 a également enregistré deux émissions simultanées.

Le 05 mai 2023 a enregistré une émission simultanée de BAT (182 jours) et d'OAT pour un montant cible de 10 milliards de FCFA à mobiliser. Au terme de cette opération, un montant de 25,41 milliards a été effectivement mobilisé pour un taux de rendement pondéré de 6,79%. La seconde opération du 05 mai a été annulée et la troisième portant sur une OAT d'une maturité de 3 ans s'est soldée par une mobilisation de 7,59 milliards avec un taux de rendement pondéré de 7,12%.

Le 19 mai 2023, le Togo est intervenu à nouveau sur le Marché des Titres Publics à travers une émission simultanée d'un BAT (182 jours) et deux OAT (3 ans et 5 ans) avec pour objectif de mobiliser 30 milliards de FCFA. L'émission a été bouclée sur un montant de 31,28 milliards de FCFA avec des taux de rendement pondérés respectifs de 7,19% ; 7,43% et 7,14%.

Le mois de juin 2023, le Togo est allé 3 fois sur le MTP. Les 02, 16 et 27 juillet, des titres simultanés ont été émis.

Ceux (les émissions simultanées) du 02 juillet ont respectivement pour objectif de mobiliser 10 milliards. Il s'agit d'une BAT et 2 OAT. Celle à maturité de 182 jours a permis d'encaisser

26,34 milliards de FCFA pour un rendement de 6,99%. Celle qui offre une maturité 3 ans permet de mobiliser 4,07 milliards FCFA pour un taux de rendement de 7,63% et la dernière à maturité de 05 ans permet au Trésor public du Togo d'encaisser 1,12 milliards de FCFA. Son taux de rendement moyen pondéré est de 7,19%.

Avec des maturités de 364 jours, 3 ans et 5 ans, le Togo a fait une émission simultanée (01 BAT et 02 BAT) le 16 juin 2023. Les objectifs affichés par cette émission sont de mobiliser 30 milliards de FCFA. Cette opération permet de mobiliser 30,77 milliards de FCFA (25,12; 3; 01 et 2,64). Les taux de rendement sont respectivement de : 7,14%, 7,83% et 7,44%.

Le 27 juin, le Togo réalisait sa dernière opération du mois. Tout comme la précédente, il s'agissait d'une opération simultanée (01 BAT et 02 OAT) avec pour maturité de 364 jours, 3 ans et 5 ans. La première permet de mobiliser 18,19 milliards FCFA (objectif de départ : 33,33 milliards). La seconde permet au Togo d'encaisser 77,85 milliards de FCFA (objectif de départ : 33,33 milliards) et la dernière, 13,96 milliards FCFA (objectif : 33,33 milliards). Ces trois émissions avaient pour taux de rendement moyen pondéré de 6,45% ; 7,58% et 7,20.

287 milliards de FCFA levés au troisième trimestre

Pour le T3, la Direction du Trésor et de la Comptabilité publique du Togo a tout comme le trimestre précédent, procédé à sept (7) émissions. Le trimestre précédent a été plus fructueux, car elle a permis de mobiliser 14 milliards de plus.

Le 14 juillet 2023, le Togo a fait sa première sortie du trimestre 3 de l'année. Il s'agissait d'une émission simultanée de 02 OAT et un BAT qui lui a permis d'encaisser des montants de 2 milliards ; 2,3 milliards et 12,12 milliards de FCFA. L'offre qui a permis de mobiliser 2 milliards, a une maturité de 182 jours et un taux de rendement moyen pondéré 6,75%. Celle de 2,33 milliards a une maturité de 3 ans et rendement de 7,48%. La troisième qui permet au Trésor public de mobiliser 12 milliards a une maturité de 5 ans et est assortie d'un taux de rendement moyen pondéré de 7,45%.

Le Togo est ensuite retourné sur le Marché des Titres le 27 juillet 2023 pour solliciter un montant de 35 milliards en une émission simultanée. Le Trésor public du Togo a fait trois offres à savoir : 01 BAT et 02 OAT. Chacune des émissions vise à mobiliser 11,67 milliards pour des maturités respectives de 182 jours (taux de rendement 6,98%), 3 ans (7,82%) et 5 ans. L'opération est bouclée avec succès, le Togo encaissant un montant total de 36,99 milliards de FCFA (taux de rendement moyen pondéré : 7,46%).

Le 11 août 2023, l'Etat du Togo est retournée sur le Marché des Titres publics de l'UEMOA. En émettant simultanément 02 BAT et 01 OAT. L'opération a été clôturée sur un montant de 38,41 milliards de FCFA (23,98 ; 9,13 et 5,30 milliards). Les taux de rendement moyen pon-

déré sont ressortis à 7,19 ; 7,83 et 7,60%.

Le 25 août, le Togo a marqué sa présence sur le MTP à travers une émission simultanée d'un BAT et de deux OAT, pour un montant de 25 milliards de FCFA. L'opération a été bouclée sur un montant de 23,44 milliards de FCFA. Trois offres visant à mobiliser 8,33 milliards avaient été faites. La première d'une maturité de 364 jours a permis au Trésor public de recevoir des investisseurs un montant de 17,77 milliards de FCFA pour un taux de rendement moyen pondéré de 7,20%. La seconde a été annulée et la troisième qui propose une maturité de 5 ans, récolte un montant de 5,67 milliards de FCFA pour un taux de rendement pondéré de 7,56%.

Le Togo a commencé le mois de septembre 2023 par une émission simultanée d'une OAT et un BAT visant à mobiliser deux fois le montant de 8,50 milliards de FCFA (17 milliards en tout). A l'issue de l'opération, le Trésor public a réussi à collecter un montant de 17, 51 milliards de FCFA.

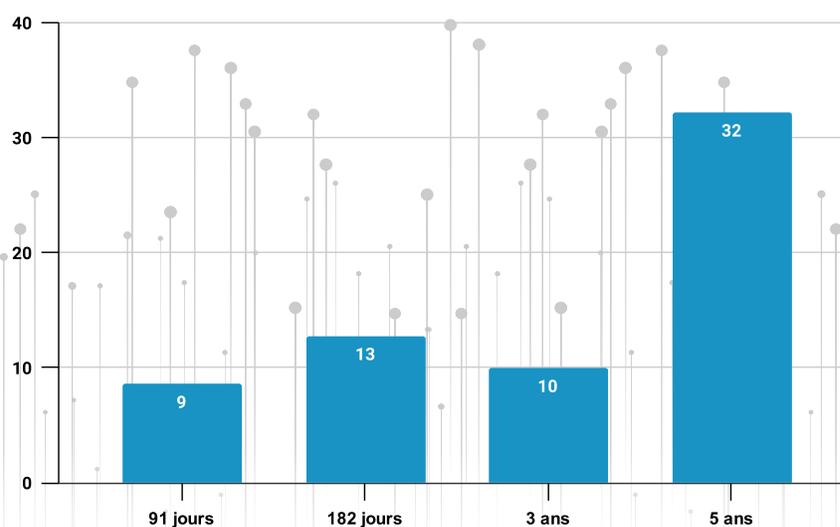
Le 15 septembre, une autre émission simultanée en 5 lignes (des OAT et des BAT) a été réalisée. Elle permet de mobiliser un montant de 43,81 milliards de FCFA.

L'opération du 25 septembre 2023 est celle avec laquelle le Togo a bouclé le troisième trimestre de l'année. Également une émission simultanée (deux OAT et une BAT), elle a permis au Togo de mobiliser un montant de 110 milliards de FCFA.

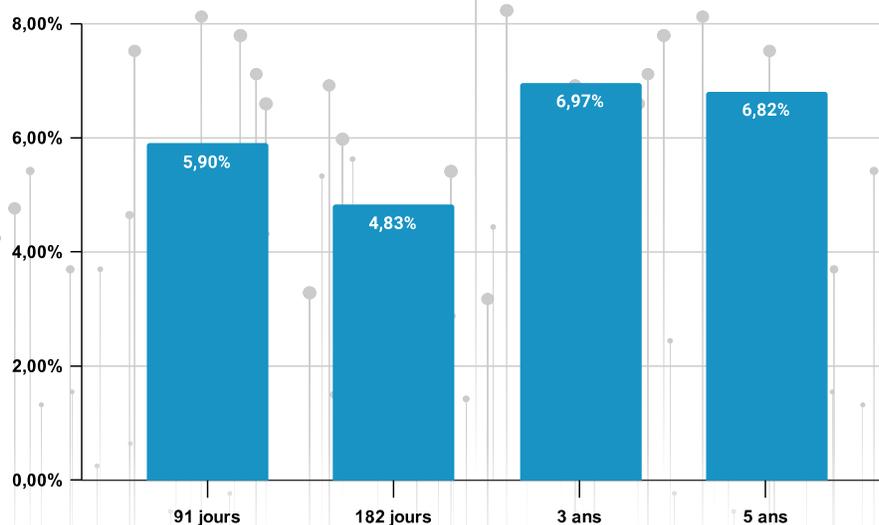
Liste des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
13/01/2023	3 ans	15,00	21,52	11,52	5,82%	5,59%
13/01/2023	7 ans	15,00	4,55	4,55	6,17%	6,14%
27/01/2023	182 jours	15,00	19,00	16,00	4,00%	3,68%
27/01/2023	3 ans	10,00	12,45	2,95	6,39%	6,00%
27/01/2023	5 ans	10,00	15,01	11,26	6,18%	6,13%
10/02/2023	91 jours	15,00	24,50	15,10	4,10%	3,87%
10/02/2023	3 ans	10,00	19,01	10,01	6,75%	6,30%
10/02/2023	5 ans	10,00	12,69	9,69	6,70%	6,44%
24/02/2023	364 jours	10,00	6,50	6,50	5,50%	5,07%
24/02/2023	3 ans	10,00	7,59	6,59	7,38%	7,14%
24/02/2023	5 ans	15,00	2,54	1,04	6,89%	6,77%
10/03/2023	91 jours	10,00	5,23	5,23	5,50%	5,33%
10/03/2023	5 ans	15,00	4,46	4,46	6,89%	6,76%
24/03/2023	364 jours	15,00	8,06	7,06	6,25%	5,93%
24/03/2023	3 ans	15,00	0,20	0,10	6,84%	6,84%
24/03/2023	5 ans	10,00	1,42	1,42	7,22%	6,87%

Réalisations du trimestre N°1 de l'année 2023 des émissions par adjudication



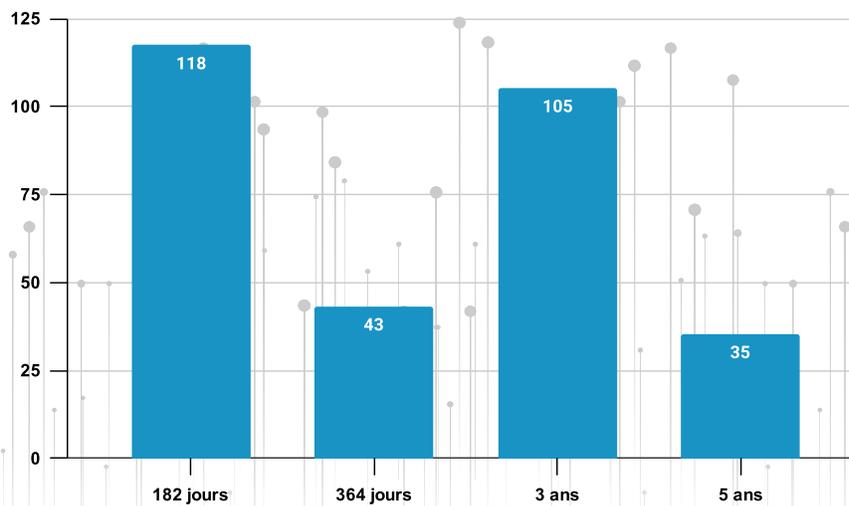
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°1 de l'année 2023



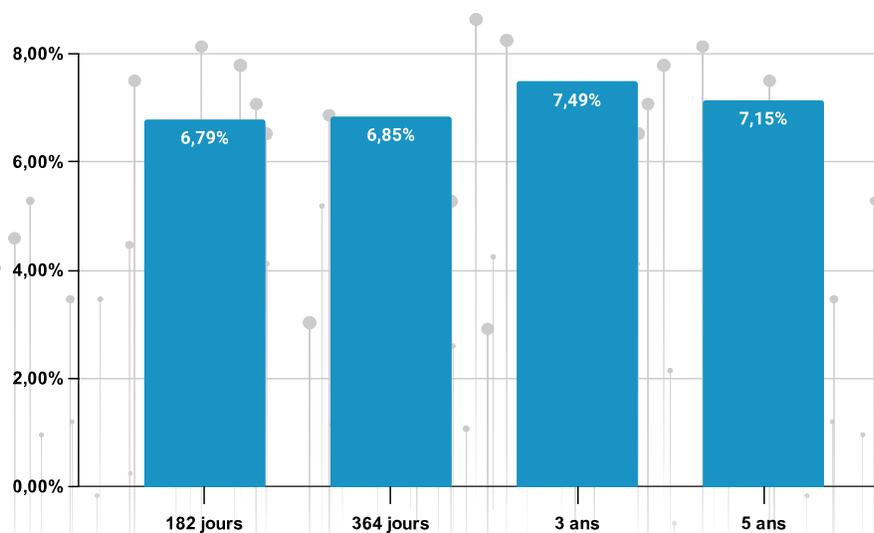
Liste des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
07/04/2023	182 jours	10,00	19,02	19,02	7,00%	6,65%
07/04/2023	3 ans	10,00	1,62	1,62	7,65%	7,29%
07/04/2023	5 ans	10,00	12,88	11,43	7,23%	7,03%
24/04/2023	182 jours	10,00	31,00	26,00	7,40%	6,38%
24/04/2023	3 ans	10,00	9,00	7,00	7,67%	6,69%
24/04/2023	5 ans	10,00	0,00	0,00	0,00%	0,00%
05/05/2023	182 jours	10,00	47,29	25,41	7,30%	6,79%
05/05/2023	364 jours	10,00	2,03	0,00	0,00%	0,00%
05/05/2023	3 ans	10,00	7,59	7,59	7,54%	7,12%
19/05/2023	182 jours	10,00	44,29	20,79	7,30%	7,19%
19/05/2023	3 ans	10,00	6,26	4,21	7,51%	7,43%
19/05/2023	5 ans	10,00	6,28	6,28	7,42%	7,14%
02/06/2023	182 jours	10,00	36,34	26,34	7,60%	6,99%
02/06/2023	3 ans	10,00	4,07	4,07	7,85%	7,63%
02/06/2023	5 ans	10,00	1,12	1,12	7,62%	7,19%
16/06/2023	364 jours	10,00	26,12	25,12	7,75%	7,14%
16/06/2023	3 ans	10,00	4,51	3,01	8,13%	7,83%
16/06/2023	5 ans	10,00	2,64	2,64	7,76%	7,44%
27/06/2023	364 jours	33,33	27,01	18,19	6,68%	6,45%
27/06/2023	3 ans	33,33	129,57	77,85	7,80%	7,58%
27/06/2023	5 ans	33,33	13,96	13,96	7,61%	7,20%

Réalisations du trimestre N°2 de l'année 2023 des émissions par adjudication



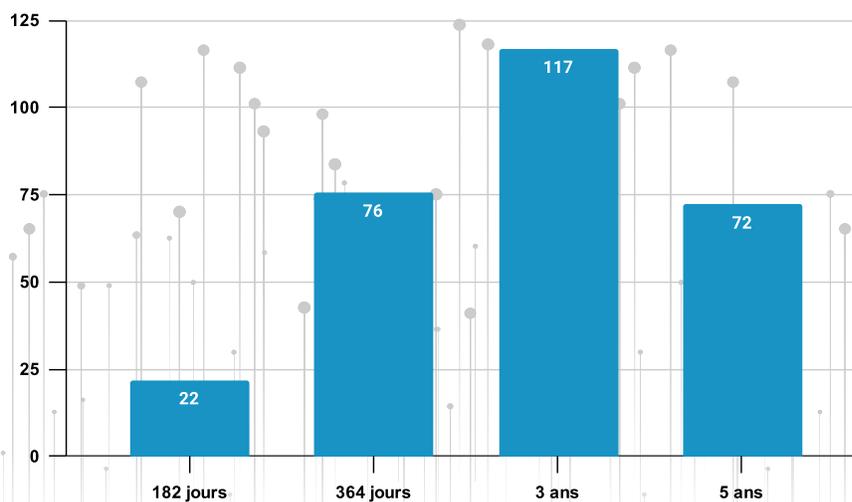
Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°2 de l'année 2023



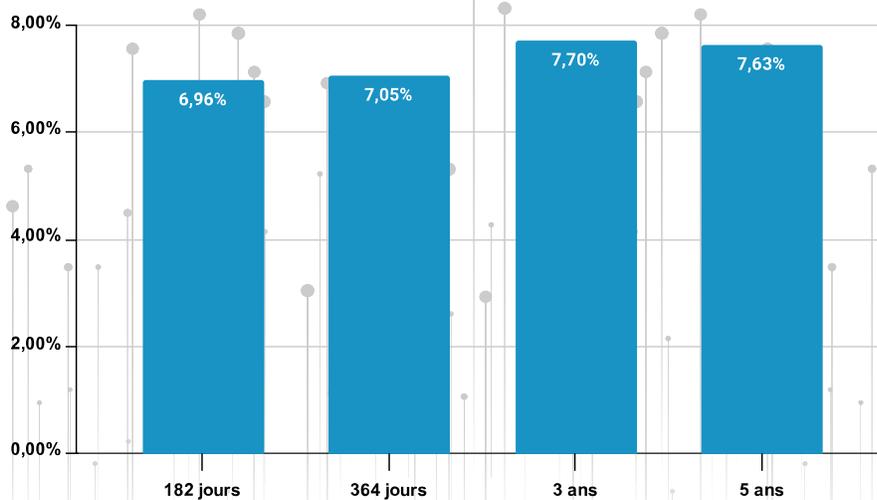
Liste des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023

Date d'émission	Maturité	Montant annoncé (milliards FCFA)	Montant soumis (milliards FCFA)	Montant retenu (milliards FCFA)	Taux Marginal	Taux Moyen Pondéré
14/07/2023	182 jours	10,00	18,84	2,00	6,75%	6,75%
14/07/2023	3 ans	10,00	2,33	2,33	8,04%	7,48%
14/07/2023	5 ans	10,00	12,12	12,12	7,78%	7,45%
27/07/2023	182 jours	11,67	20,87	19,87	7,50%	6,98%
27/07/2023	3 ans	11,67	14,02	13,02	7,93%	7,82%
27/07/2023	5 ans	11,67	4,10	4,10	7,72%	7,46%
11/08/2023	364 jours	11,67	34,03	23,98	7,50%	7,19%
11/08/2023	3 ans	11,67	9,23	9,13	7,94%	7,83%
11/08/2023	5 ans	11,67	5,30	5,30	7,71%	7,60%
25/08/2023	364 jours	8,33	18,77	17,77	7,63%	7,20%
25/08/2023	3 ans	8,33	0,46	0,00	0,00%	0,00%
25/08/2023	5 ans	8,33	7,67	5,67	7,76%	7,56%
01/09/2023	364 jours	8,50	15,51	15,51	6,75%	6,75%
01/09/2023	3 ans	8,50	2,00	2,00	7,99%	7,99%
15/09/2023	364 jours	10,00	9,14	8,14	7,49%	6,94%
15/09/2023	364 jours	10,24	10,24	10,24	7,00%	7,00%
15/09/2023	3 ans	10,00	16,76	16,76	8,01%	7,99%
15/09/2023	3 ans	1,56	1,56	1,56	7,99%	7,99%
15/09/2023	5 ans	10,00	7,11	7,11	8,03%	7,74%
25/09/2023	364 jours	33,33	56,13	0,00	0,00%	0,00%
25/09/2023	3 ans	33,33	119,03	72,07	7,73%	7,59%
25/09/2023	5 ans	33,33	37,93	37,93	7,98%	7,69%

Réalisations du trimestre N°3 de l'année 2023 des émissions par adjudication



Coût moyen pondéré de la dette par maturité des émissions du trimestre N°3 de l'année 2023



DOSSIER SPÉCIAL 10 ANS DE UT

De 2013 à 2023, 10 ans d'histoire

De sa création à aujourd'hui, l'institution a parcouru un chemin appréciable, devenant progressivement un instrument essentiel de financement des besoins des États de l'Union. Retour sur une décennie d'une histoire riche en faits marquants.

Aux âmes bien nées, la valeur n'attend point le nombre des années ! L'histoire de UMOA-Titres (créée sous la dénomination Agence UMOA-Titres devenue en décembre 2020, UMOA-Titres) correspond parfaitement à cette citation de Pierre Corneille. Officiellement portée sur les fonds baptismaux en 2013, l'institution a en effet accompli un important chemin en l'espace d'une décennie, par sa contribution éminente à la mobilisation de ressources pour le financement des États à des coûts maîtrisés, participant ainsi à l'épanouissement des populations des États membres de l'UMOA.

L'histoire commence véritablement à la fin de la décennie 1990, lorsque les instances de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) suspendent, en 1999, le recours des États membres aux concours directs de l'institut d'émission commun, la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), au regard de l'évolution et des risques que ces concours monétaires directs de l'Institut d'émission aux Trésors nationaux des États membres représentaient pour l'économie. La suppression de cette pratique par la réforme institutionnelle de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) et de la Banque Centrale depuis 2010 a consacré le marché financier

comme source privilégiée de financement des États.

Les interventions des États membres de l'Union sur le marché régional se sont sensiblement accrues, en liaison avec les exigences de la mise en œuvre des politiques de développement et de lutte contre la pauvreté.

Entre 2001 et 2013, le volume annuel des émissions de titres publics est ainsi passé de 55 milliards de FCFA à 2 272 milliards de FCFA. Cependant, le développement du marché régional des capitaux restait entravé par une structuration inadaptée des émissions, la faiblesse de l'expertise des acteurs et l'inexistence d'un marché secondaire. A cet égard, il y a lieu de relever que l'encours de la dette publique mobilisée sur les marchés financiers ne représentait que 6% du PIB dans l'Union en 2010, contre 20% au Ghana et environ 40% en Tunisie et au Maroc.

La perspective d'un recours accru des États au marché financier régional nécessitait alors son renforcement institutionnel ainsi qu'un accroissement de l'expertise des principaux acteurs et émetteurs et leur diversification, notamment celles de la base d'investisseurs sur laquelle il s'appuie.

C'est dans cette perspective, et en vue de dynamiser le Marché des Titres Publics et de doter les États de l'accompagnement nécessaire, que le Conseil des ministres de l'UMOA, par décision N°CM/UMOA/006/05/2012, a autorisé le Gouverneur de la BCEAO à créer une agence régionale d'appui à l'émission et à la gestion des titres publics des États de l'UMOA dénommée « UMOA-Titres ».

Sur la base de cette décision du Conseil des Ministres, le Gouverneur de la BCEAO procédera à la création de UMOA-Titres (UT) le 15 mars 2013, sous la forme d'un établissement public international doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière, dénommé Agence UMOA-Titres (AUT).

UMOA-Titres reçoit pour mission d'œuvrer activement à l'instauration d'un Marché des Titres Publics de référence au sein de l'union. Ainsi, elle accompagne les Trésors Publics dans :

- la détermination et la formulation de leurs besoins de financement
- la programmation et la coordination de leurs interventions sur le marché
- la gestion opérationnelle des émissions des titres publics
- la promotion des titres publics auprès des investisseurs
- le renforcement de leurs capacités
- le placement de leurs excédents de trésoreries.

Concrètement, la structure UMOA-Titres est chargée d'une part, d'identifier les modalités les plus appropriées pour mobiliser les ressources financières nécessaires au financement des États sur les marchés de capitaux et, d'autre part, d'apporter son assistance aux Trésors Publics des États membres de l'UMOA pour coordonner, élaborer et réaliser les programmes d'émission.

UMOA-Titres est soutenue par une vision: mettre en place une institution communautaire de référence assurant l'impulsion nécessaire au fonctionnement optimal du Marché régional des Titres Publics, au service du développement des États membres de l'UMOA. Cette vision s'est inscrite dans une démarche double :

- de modernisation des pratiques visant un financement efficace et innovant des États et ;
- de développement d'un marché financier régional s'appuyant principalement sur un segment souverain fort et conforme aux bonnes pratiques et standards internationaux.

Pour atteindre cet objectif de modernisation et de dynamisation du Marché régional des Titres Publics, UMOA-Titres a conduit plusieurs initiatives de réformes prioritaires durant ses premières années d'existence. Au nombre de celles-ci, la standardisation des instruments financiers ; la mise en place d'un calendrier des émissions de titres publics ; l'adoption de règles de bonnes pratiques en matière d'émissions de titres publics et la gestion active de la dette et de la trésorerie.

De 2013 à 2023, les émissions de titres souverains des États membres de l'Union ont connu une forte évolution, tant du point de vue des volumes (de 2 272 milliards de Francs CFA à 5 400 milliards en 2022 avec un encours de 12 400 milliards), des maturités que des produits offerts. Il apparaît qu'à de nombreux égards, le choix de l'option du marché ait été un succès incontestable.

Une innovation aux plans mondial et régional

La création de UMOA-Titres représente une innovation sur le plan mondial et régional. Elle a permis de créer une synergie autour d'un ensemble de pays souverains et d'unir leurs capacités dans le but de développer un Marché des Titres Publics.

En effet, la création de UMOA-Titres a permis une meilleure coordination des actions visant la dynamisation du Marché des Titres Publics. Ces actions ont permis notamment de :

- Renforcer la programmation des interventions des États par la mise en place d'un calendrier d'émissions des titres publics ;
- Raccourcir les délais de publication des résultats des émissions grâce à la gestion dématérialisée des adjudications ;

- Réduire le risque de refinancement des émetteurs avec l'allongement des maturités des instruments émis.

Sous l'impulsion de UMOA-Titres, les opérations de levée de fonds ont connu une évolution significative en termes de structuration, de coordination et d'intégration des règles de bonnes pratiques de marché.

Le Marché des Titres Publics a ainsi pu, au fil des ans, devenir incontournable dans l'architecture régionale du système financier grâce à l'accompagnement des émetteurs et des acteurs du marché mais aussi à la mise en place de réformes visant son développement.

Passé cette première phase de son développement, qui a duré plus d'une décennie, le marché a dû se réformer, pour faire face à l'évolution croissante des besoins de financement de l'Union, aux conditions les plus avantageuses.

Une décennie riche en innovations

2013-2023, UMOA-Titres célèbre dix années d'intervention au service des États. Dans la mobilisation des financements permettant aux États de mettre en œuvre des projets et programmes, l'institution a été d'un grand apport. Organisant les interventions sur le Marché des Titres Publics, UMOA-Titres a été innovant au cours de cette décennie afin de mieux accompagner les huit pays membres de l'Union. Zoom sur les temps et actions forts.

De l'importance du marché secondaire

La décennie de UMOA-Titres a été riche en innovations. Parmi ces nouveautés, figure la convention sur le marché secondaire. En appui au marché primaire, ce marché secondaire permet aux investisseurs de vendre et d'acheter des titres de diverses maturités résiduelles. Les prix convenus dans ce cadre constituent ainsi des références pour les titres publics, en particulier pour les émissions sur le marché primaire. Il offre également la possibilité à un investisseur de pouvoir vendre un titre avant échéance, c'est à dire de transformer son actif en cash sans un coût élevé et à tout moment, lui permet de détenir des titres de maturités plus longues que celles de son passif. Au 30 septembre 2022, ce compartiment a permis 1 077 transactions pour un volume échangé de 2 096 milliards de FCFA. Malgré tout, UMOA-Titres œuvre pour un marché secondaire dynamique qui améliore la transparence du marché et traduit le niveau de maturité et de développement d'un marché financier. Cette question a été abordée par l'ancien Directeur Adjoint, en charge de l'Intérim, Banassi Ouattara, le 24 janvier dernier lors des Rencontres sur le Marché des Titres Publics (REMTP). Afin de créer les conditions pour l'émergence

d'un marché secondaire dynamique au sein de l'UMOA, a souligné M. Ouattara, il est nécessaire que tous les acteurs adoptent les bonnes pratiques de marché. Ces leviers de développement du secondaire sont entre autres, des stratégies d'émission avec une approche benchmark, c'est-à-dire des titres de référence sur tous les points de la courbe des taux émis avec régularité et pour des encours conséquents ; une transparence des prix à travers la mise à disposition de reportings sur le marché secondaire. Sans oublier une évolution des stratégies de gestion du "Buy and Hold" vers une gestion plus active des portefeuilles. Sans oublier un élargissement et une diversification de la base des investisseurs soutenus par des innovations de produits adaptés ainsi qu'une infrastructure de marché avec la mise en place d'une plateforme de négociation des titres publics et une convention de cotation.

SAGETIL, une innovation

Dans une dynamique d'innovations, UMOA-Titres a lancé en 2018, la plateforme SAGETIL. Le Système Automatisé de Gestion des Titres et de la Liquidité est un système de gestion de titres qui a pour objectif de faciliter le déroulement des opérations du marché monétaire de l'UMOA. Il assure une fonction de conservation des titres publics émis par adjudication.

La plateforme SAGETIL permet ainsi de réduire le nombre de parties prenantes impliquées dans la réalisation de transactions pour le compte de clients acheteurs et vendeurs de titres et de gagner en célérité, à tous les niveaux de la chaîne de décision et d'exécution. Entre autres avantages marquants, l'accès à la plateforme SAGETIL offre aux utilisateurs, les moyens nécessaires à une meilleure gestion de la confidentialité des informations relatives à leur clientèle de même qu'un accès plus rapide et sécurisé aux statistiques du Marché des Titres Publics.

Dans cette politique de dématérialisation des procédures, d'importants résultats ont été enregistrés. Ainsi, à fin 2021, le nombre d'opérations traitées via le Système de gestion des titres et de la liquidité (SAGETIL-UMOA) est de 5439 pour une valeur de 17 178 milliards de francs CFA contre 3 797 et 15 442 milliards de francs CFA en 2020 soit des hausses respectives de 43,24% et 11,24%.

Les transactions en question concernent les émissions de titres publics, les opérations d'open market ainsi que celles relatives au guichet de prêt marginal. Les performances sont liées à l'ouverture des guichets spéciaux de financement tels que l'émission de bons du Trésor, dénommés, "Bons Covid-19", le guichet de relance ainsi que le guichet de soutien et de résilience dans le cadre de l'accompagnement des États membres durant la crise sanitaire.

BSR, OdR, des réponses à la crise sanitaire

En 2020, la crise sanitaire du Covid-19 a secoué le monde entier. La croissance mondiale a décéléré. Les pays ont souffert de ce choc. Les marchés financiers n'étaient non plus épargnés par les effets. Ainsi, UMOA-Titres a été assez réactif et innovant. La structure a mis en place, en collaboration avec la BCEAO, des instruments tels que les Bons de soutien et de résilience (BSR) et les Obligations de relance (OdR).

Ces options ont été d'un grand secours pour les États de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). En termes de volume mobilisé par instrument sur 2021, on note des volumes de 2 056 milliards FCFA en Bons Assimilables du Trésor incluant 705 milliards de Bons de Soutien et de Résilience (BSR) et de 3 496 milliards de FCFA en Obligations Assimilables du Trésor dont 2 984 milliards de FCFA en Obligations de Relance (OdR).

Des maturités plus longues

L'une des plus importantes avancées enregistrées ces dix dernières années a été l'allongement des maturités. À côté des maturités usitées, (1 mois, 3 mois, 6 mois, 1 an, 3 ans, 5 ans), les durées de remboursement ont allongé à 7 ans, 10 ans et 15 ans avec l'ouverture inédite par les émetteurs de la maturité 15 ans (in fine) dans un mouvement de renforcement de la mobilisation de fonds sur le moyen et long terme.

Ainsi, l'opération de l'État du Togo organisée le 19 novembre sur une maturité inédite de 15 ans in fine a permis à l'État de lever plus de 50 milliards de FCFA sur le Marché des Titres Publics. Cette opération a été une première sur le marché et s'est inscrite dans le cadre des actions visant à pérenniser, non seulement la relance économique des États de l'Union, mais aussi et surtout le rallongement de la maturité des titres publics émis sur le marché de la dette locale. Cette opération a une grande réussite grâce à des soumissions record de 132,639 milliards de FCFA pour 50 milliards de FCFA recherchés.

La seconde opération marquante de 2021 est l'adjudication réalisée par l'État du Sénégal en date du 10 décembre et qui a connu un éclatant succès avec un taux de couverture du montant sollicité d'environ 237%. Le Rendement Moyen Pondéré est ressorti à 5,9946%, soit environ 15 points de base en dessous du taux de coupon de 6,15%. Cet engouement du marché sur cette émission, a permis à l'État du Sénégal de mobiliser au total plus de 75 milliards FCFA.

Courbe des taux, transparence du marché, renforcement des compétences des acteurs : plusieurs défis relevés.

À côté des innovations, UMOA-Titres a relevé plusieurs défis durant cette décennie d'existence. L'un d'eux est la création de modèles pour les courbes de taux depuis décembre 2019. Ce sont des courbes de taux par émetteur pour servir de référence aux acteurs de marché pour la valorisation de leurs actifs financiers. UT a également réussi la mise à disposition d'informations aux acteurs comme outils d'aide à la décision telles que les notes d'information des émetteurs du Marché des Titres Publics de l'UMOA et le bulletin trimestriel des statistiques. Sans oublier la mise en place d'actions pour la transparence du marché et la réduction de l'asymétrie d'informations telles que la production des reportings du MTP dans le but de réduire l'asymétrie d'informations sur le MTP et de renforcer l'efficacité de ce marché. Ces rapports contribuent à orienter avec plus de précision, les prises de décision d'investissement sur le Marché des Titres Publics à travers un meilleur aperçu sur les activités du marché secondaire, une optimisation des recherches sur le MTP et une meilleure visibilité sur les titres publics disponibles et enfin un renforcement de la compréhension du marché primaire. Parmi les défis relevés, on peut également citer la notation financière régionale en monnaie locale. L'objectif est de promouvoir la qualité

de l'information disponible sur le marché en ce qui concerne les émetteurs souverains de titres de dette, UMOA-Titres a entrepris d'accompagner les États membres de l'UMOA dans le processus de notation financière sur une échelle régionale.

Pour le volet formation et capacitation, UMOA-Titres a favorisé le renforcement des compétences des acteurs du marché à travers le programme de certification financière CISI-UMOA. Dans ce cadre, UMOA-Titres, en partenariat avec le prestigieux Chartered Institute for Securities & Investment (CISI) de Londres, a développé le programme de certification financière CISI-UMOA qui est déployé depuis mars 2019 sur l'ensemble des États de la Zone. À côté, l'institution a aussi mis en œuvre le programme de renforcement des capacités des agents des Trésors Nationaux et des acteurs du marché via un programme annuel de formation en partenariat avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) sur différents thèmes dont l'élaboration des stratégies de gestion de la dette à moyen terme, l'élaboration de la politique d'émission, l'analyse de la viabilité de la dette et l'évaluation de la performance du cadre de gestion de la dette.

L'ALPHABET DU FINANCIER¹

A

ACTION

Titre de propriété négociable, représentant une partie du capital social d'une société de capitaux (entreprise).

C

CONTRACT FOR DIFFERENCE (CFD)

Les CFD sont des contrats à terme : l'objet du contrat porte sur l'évolution future de la valeur d'un titre. Si la valeur du titre augmente, le vendeur perd la différence. Au contraire si la valeur baisse, il aura gagné de l'argent.

F

FOREX

Abréviation de Foreign Exchange est encore appelé marché des changes, lieu où s'échange au quotidien les devises.

FUTURES

Contrats à terme négociés sur les marchés réglementés qui prévoit la livraison d'un actif à une date future et à un prix déterminé à l'avance.

L

LIVRET A

Produit d'épargne réglementée pouvant être ouvert par tout particulier et certaines associations.

LIVRET JEUNE

Produit d'épargne réglementée et réservé uniquement aux jeunes.

O

OPTION

Produit dérivé qui donne à un acheteur le droit, sans l'obligation, d'acheter ou de vendre une quantité donnée d'un actif sous-jacent à un prix d'exercice convenu d'avance, ou avant une date ultérieure préalablement convenue ou entre les deux dates indiquées. Le vendeur, en échange du paiement d'une prime, garantit l'option à l'acheteur.

¹ Les définitions proposées dans l'alphabet du financier proviennent de différents sites d'éducation financière : UMOA-Titres, La Finance pour tous, CISI, etc.

P

PLAN EPARGNE LOGEMENT (PEL)

Compte d'épargne réglementé permettant d'obtenir après un certain nombre d'année définitif, un prêt pour financer un projet immobilier à un taux d'intérêt avantageux.

PRODUITS DÉRIVÉS

Instrument financier dont le cours est basé sur le cours d'un autre élément, généralement un actif sous-jacent. L'actif pourrait être un instrument financier tel qu'une obligation ou une action ou une matière première comme le pétrole, l'or, l'argent, le maïs ou le blé.

S

SWAP

Contrat établi entre deux parties afin d'échanger un flux financier contre un autre flux, selon un échéancier fixé à l'avance.

T

TITRES DE CRÉANCES NÉGOCIABLES (TCN)

Dépôts à terme qui ouvrent droit à un remboursement à échéance fixe.

ACTUALITÉS DU MTP

LES REMTP, UN RENDEZ-VOUS PHARE DES ACTEURS DU MTP : CLIN D'ŒIL SUR LES 4 PRÉCÉDENTES ÉDITIONS ET LEUR APPORT AU DÉVELOPPEMENT DU MTP

De sa toute première édition qui s'est tenue à Abidjan en 2019 à sa quatrième organisée avec la Direction de la Comptabilité et du Trésor public du Togo en 2022, les Rencontres du Marché des Titres publics (REMTP) sont devenues un évènement majeur du monde de la finance dans l'espace UEMOA et de l'Afrique en général. A chaque édition, l'évènement n'a cessé de se développer et d'attirer des acteurs au-delà des frontières de l'Afrique.

Les Rencontres des Marchés des Titres publics ont rassemblé à chaque édition, des spécialistes et acteurs du marché de la dette autour de différents thèmes débattus dans des panels de haut niveau. Et ces panels ne sont pas des moments de pédantisme. Des problématiques réelles y sont souvent posées et des réponses apportées, après des échanges bien nourris.

A travers ces REMTP, UMOA-TITRES se fixe comme objectifs de favoriser les échanges sur le développement du marché financier régional, renforcer le leadership du Marché des Titres Publics. A preuve, UMOA-TITRES a apprécié la qualité des débats et des solutions aux difficultés des acteurs du Marché. Fort du succès de la 1ère édition, UMOA-TITRES a décidé d'organiser une deuxième édition à Dakar en 2020. Les retombées de la première édition auront été la manifestation de l'intérêt de plusieurs institutions de participer aux rencontres qui ont suivi.

C'est donc en toute logique que la seconde édition, tenue à Dakar, a rassemblé plus de monde que la première. De 100 personnes d'Abidjan en 2019, la rencontre avait alors accueilli 150 participants et 30 speakers à Dakar. Pendant trois jours, ont été abordés différents thèmes relatifs à l'impact de la politique monétaire sur la politique d'investissement, aux Titres de Créances Négociables (TCN), au cadre réglementaire BCEAO, aux Green Bonds Market... Un thème intitulé « Attraction investisseurs étrangers » a été animé par des hauts fonctionnaires de la Banque Mondiale. L'un des grands moments de la deuxième édition aura été l'intervention de Mme Victoria Billing, Ambassadeur de Grande Bretagne au Sénégal. Les REMTP 2020 étaient pour l'État britannique, une opportunité idéale de rencontrer les acteurs des pays africains et discuter des partenariats gagnants-gagnants, dans le cadre du plan de la Grande Bretagne de densifier ses financements en Afrique.

Les pays en pleine crise sanitaire due à la Covid-19, les éditions de 2021 et 2022 se sont déroulées en ligne et au cours desquelles les acteurs du marché financier régional ont pu échanger sur des thématiques d'actualité. Les thèmes et les réflexions étaient axés sur les recherches de solutions pour trouver plus de financement pour les États de l'UEMOA frappés durement par la crise sanitaire. C'est ainsi que UMOA-Titres, en collaboration avec la BCEAO, a mis en place un nouvel instrument dénommé Obligations de Relance (OdR) destiné au financement des plans de relance économique des États. Les OdR sont des Obligations Assimilables du Trésor de maturités allant de 3 à 12 ans. C'est ainsi que le 19 novembre 2021, l'État du Togo a levé avec succès, sur une maturité inédite de 15 (la plus longue maturité jamais usitée jusqu'en 2021), plus de 50 milliards de FCFA sur le Marché des Titres Publics (MTP).

LA 5^{ÈME} ÉDITION RENOUVE AVEC LE PRÉSENTIEL APRÈS DEUX ÉDITIONS VIRTUELLES

The poster for the 5th edition of REMTP (Les Rencontres du Marché des Titres Publics) features a vibrant blue and green background. On the left, there's a collage of images: a globe with a blue and yellow map, a construction site with cranes and buildings, a large golden statue of a figure, and a red tractor in a field. The text on the right side of the poster includes the event title 'REMTP' in large white letters, followed by 'LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS 5^{ÈME} ÉDITION'. Below this, the dates '24-26 janvier 2023' and the location 'Dakar, Sénégal' are listed with a calendar and location pin icon. A yellow box highlights the theme: 'Thématique : Diversité des investisseurs et Efficience du Marché des Titres Publics'. At the bottom left, the hashtag '#remtp2023' and the website 'www.remtp.com' are displayed.

UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ
DES TITRES PUBLICS 5^{ÈME} ÉDITION

📅 24-26 janvier 2023
📍 Dakar, Sénégal

Thématique :
Diversité des investisseurs
et Efficience du Marché
des Titres Publics

#remtp2023
www.remtp.com

En raison de la pandémie de Covid-19, UMOA-Titres avait pris l'option d'organiser en mode virtuel les Rencontres du marché des titres publics (REMTP) avant de reprendre le format présentiel.

Ce rendez-vous annuel des acteurs du marché financier régional, organisé par UMOA-Titres, s'est tenu du 24 au 26 janvier 2023 à Dakar et a porté sur la thématique générale de la « Diversité des investisseurs et l'efficacité du Marché des Titres Publics ».

Les deux premières éditions des REMTP, organisées en présentiel à Abidjan en 2019 et à Dakar en 2020, et les 3^{ème} et 4^{ème} éditions tenues en ligne, ont globalement enregistré des taux de participation et de satisfaction notables.

Ce fut encore le cas avec cette édition 2023 qui a accueilli plus de 200 participants de qualité : des responsables financiers des institutions financières ouest-africaines, des cadres des Directions générales du Trésor des huit (8) Etats membres de l'UMOA et bien d'autres experts de la finance notamment les banques, Spécialistes en Valeur du Trésor (SVT), Sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI), régulateurs, agences de notation ainsi que les médias.

Cette édition 2023 a donc offert aux participants venus de la sphère régionale, une opportunité d'échanger sur les défis et enjeux du Marché des Titres Publics, et les voies et moyens d'élargir la base des investisseurs. Cette participation massive des acteurs conforte les responsables de UMOA-Titres dans leur choix d'un tel cadre d'échanges, mais surtout de positionner le Marché des Titres Publics comme une véritable option d'investissement pour les investisseurs en général et les investisseurs institutionnels en particulier.

Le mode opératoire des REMTP n'a pas changé : panels, focus pays, masters class et des rencontres B-to-B informels dans un contexte de reprise économique post-Covid, plombé par la guerre en Ukraine et les tensions inflationnistes sur les marchés des matières premières. À cela, s'ajoute le fait que certains pays de l'Union, à divers titres, font face aux conséquences des changements climatiques et à l'insécurité.

Pendant trois jours, les experts ont débattu sur les stratégies à mettre en œuvre, afin d'élargir la base des investisseurs aux entités non bancaires, ainsi que des actions à développer pour l'approfondissement du Marché des titres publics (MTP), afin que celui-ci finance au mieux les économies de l'Union.

Il en est ressorti après plusieurs années de fonctionnement du MTP que l'ouverture aux entités non bancaires ainsi que la mise œuvre des actions en faveur de l'approfondissement du marché étaient devenus nécessaires. Le marché a besoin de monter en puissance en s'appuyant sur ses acquis listés par l'ex-directeur adjoint de UMOA-Titres, Banassi Ouattara. « Le Marché des Titres Publics (MTP) est devenu au fil des années une alternative crédible, aux autres sources de financement (extérieures, avances statutaires), pour le financement des économies de notre zone, en lien avec l'accroissement des besoins des États dans le cadre du financement des Plans Nationaux de Développement (PND) et cela, dans un contexte de plus en plus marqué par la raréfaction des ressources concessionnelles », a soutenu M. Ouattara.

Le recours au MTP est devenu incontournable pour les États si l'on s'en tient à l'évolution des chiffres du marché présentés publiquement par l'ex-directeur adjoint chargé de l'intérim de UMOA-Titres. Il souligne qu'en 2001, le volume des émissions était de 42,9 milliards de francs CFA. En 2007, ce volume est passé à 330,6 milliards avec un encours de 242,7 milliards. À la création de UMOA-Titres, en 2013, explique-t-il : « nous avons un encours de 251 milliards. En 2022, le volume des émissions est ressorti à 5400 milliards avec un encours de 12400 milliards ».

Enfin, le défi pour les prochaines années, de démocratiser ce marché prometteur en s'appuyant sur les innovations technologiques, via les fintechs pour vulgariser l'accessibilité des épargnants au Marché des Titres Publics, a fait l'objet d'échanges lors des panels de haut niveau.

Revivez ces éditions en accédant au site web des REMTP : www.remtp.com

LA TENDANCE

Magazine d'informations de **UMOA-Titres**



info@umoaatitres.org



www.latendance.umoaatitres.org

Suivez-nous sur

